l'unité

N° 309 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 6-12 octobre 1978

18 mois à la mairie de Paris

CHIRAC TOURNE A VIDE



Les prix les plus bas:

DARTY

la preuve par 250 grandes marques

TV. ELECTROMENAGER. HI-FI.

Coll. Fondation Jean Jaurès

sommaire

Parti socialiste

4
L'important et le reste, par Claude Estier

7
Double archaïsme, par Georges Sarre

France

8
18 mois à la mairie de Paris : Chirac tourne à vide, par Emmanuèle Plas

11
Justice : l'apprenti sorcier triomphe, par Jean-Loup Revérier.

Social

12
Simone, ouvrière chez Peugeot, par Aude Mathieu



Société

14
Débat sur la dénatalité : cette semaine entretien avec Guy Georges, secrétaire général du Sni-P.e.g.c. Propos recueillis par Véronique Neiertz

16
La kermesse des « chasseurs de primes », par Marie-José Bernardot.

Monde

21
L'Amérique des exclus, par Francis Pisani

Livres

26
La Billebaude de François Mitterrand, par René Fallet

28
René Char est peut-être un chat ?, par Jean-Paul Liégeois

Télévision

29
La mise sur orbite de Wernher von Braun, par Gabrielle Rolin

32
Nos lecteurs ont la parole

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 5), Barrigue (pages 16,17), Coureuil (page 19), Demoulin (page 9), Pascal Lebrun (pages 3,4,6, 14,26), Pym (pages 1,24, 25), Solo (pages 10, 13), Sygma (pages 9, 10, 11, 21, 22, 27), Viva (pages 8, 12, 15, 23).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

L'IMPORTANT ET LE RESTE



Dimanche soir, Edwige Avice entourée des militants du 14e.

CURIEUSE rentrée parlementaire, en vérité, où l'on voit un Premier ministre qui se flatte à longueur de journée d'avoir gagné les élections mis en accusation non seulement par l'opposition, non seulement par la plus grande partie de l'opinion, mais aussi par l'une des deux formations politiques de la majorité.

Certes, Raymond Barre peut dormir sur ses deux oreilles : il n'a cure des « avertissements solennels » que lui adresse le R.p.r., sachant qu'ils ne se traduiront pas — en tout cas pas dans l'immédiat — en arithmétique parlementaire. Quelle que soit sa volonté de prendre ses distances avec une politique économique qu'il juge désastreuse et dont il subit les conséquences au moins autant que ses partenaires de l'U.d.f, ainsi que vient de le confirmer la sévère défaite de Christian de La Malène à Paris, Jacques Chirac est, comme on dit, « coincé ». Et cela d'autant plus qu'une bonne partie des députés R.p.r., la majorité peut-être, ne sont guère disposés à suivre les foucades de leur chef.

Il n'en reste pas moins que, deux ans après son arrivée à l'Hôtel Matignon, six mois après une victoire électorale qui l'a maintenu au pouvoir sans le souci de proches échéances, Raymond Barre n'a guère à offrir qu'un maigre bilan et de médiocres perspectives. On l'a vu aussi bien à ses longues réponses dimanche dernier au Club de la presse d'Europe 1 qu'à celles qu'il a faites au réquisitoire précis et accablant que François Mitterrand a présenté mercredi en développant à la tribune de l'Assemblée nationale la motion de censure déposée par le groupe socialiste.

Certes, aucune critique, aucune évidence ne semble entamer les certitudes du Premier ministre. Mais les faits sont encore plus têtus que lui et démentent systématiquement ses prévisions.

Contrairement à ce qu'il avait annoncé il y a tout juste un an, l'année 1978 n'aura pas vu une diminution de la hausse des prix. On a beau faire beaucoup de bruit autour de l'indice d'août, moins mauvais que les précédents — encore faudrait-il souligner qu'en Allemagne, par exemple, les prix ont *diminué* de 0,3 % au mois d'août —, on sait déjà que les indices de septembre et d'octobre seront au moins aussi désastreux que celui de juillet et que, pour l'ensemble de l'année, l'inflation dépassera le taux de 11 % contre un peu plus de 9 % en 1977.

Egalement en contradiction avec les affirmations du Premier ministre avant les élections de mars, la courbe du chômage n'a cessé d'augmenter. Et le gouvernement ne prend toujours aucune mesure sérieuse susceptible d'inverser la tendance, alors même qu'il reconnaît maintenant que ce n'est pas avant « le milieu de l'an prochain » — Barre



Lundi après-midi, applaudie par les députés socialistes à l'Assemblée.

dixit — que pourrait se produire « ce réveil de l'investissement productif qui est capital pour la solution du problème de l'emploi ». Ce qui signifie en clair que Giscard d'Estaing et Barre se résignent, pour ne pas dire plus, à ce que soit atteint le seuil de un million et demi de demandeurs d'emplois officiellement recensés.

Comme le souligne le Parti socialiste depuis plusieurs mois, cela n'avait pas été dit aux Français avant les élections, et c'est pourquoi ceux-ci éprouvent aujourd'hui le sentiment d'avoir été trompés. Qu'ils aient l'occasion de s'exprimer — et le Conseil constitutionnel a fourni cette occasion aux électeurs de cinq circonscriptions appartenant à des régions bien différentes —, ils le font clairement et dans le même sens. Et, à partir de là, même si le Pouvoir se permet d'afficher le plus grand mépris pour les élections partielles, il ne peut en dissimuler la signification politique.

Cinq consultations depuis la fin de juillet, cinq victoires de la gauche, dont quatre pour le Parti socialiste, qui compte désormais deux députés de plus : un ouvrier lorrain, Yvon Tondon, une femme de trente-trois ans, Edwige Avice, qui ont fait mordre la poussière à deux « monstres sacrés » de la majorité. Dans les cinq cas, celle-ci a reculé, et plusieurs fois — dans le Pas-de-Calais, en Meurthe-et-Moselle — dans des proportions considérables. Chaque fois, la gauche a progressé et, dans les trois circonscriptions où elle présentait deux candidats, il a été démontré que cette progression était celle du Parti socialiste alors que le Parti communiste était partout en recul.

C'est cette dernière donnée qui a justement frappé la plupart des commentateurs, surtout après que les constatations faites à Berck ou à Nancy eurent été confirmées dans un arrondissement de Paris où ne pouvaient jouer les circonstances locales invoquées précédemment (querelles entre les candidats de la droite, prime au sortant invalidé ou encore, en Lorraine, conséquence de la crise économique et de ce que Jean-Jacques Servan-Schreiber a appelé « la marée noire du chômage »). Il est apparu, en effet, que le Parti socialiste est aujourd'hui en mesure de dépasser le seuil de 30 % des suffrages, ce qui, en soi, représente une situation inédite en France.

Ainsi a été vérifiée la capacité de rassemblement qui est aujourd'hui celle du P.s. quelques mois seulement après la grande déception qui a suivi l'échec électoral de mars. Tout se passe comme si l'opinion de gauche, et bien au-delà, avait désormais compris que c'est de la force du Parti socialiste, et d'elle d'abord, que resurgiront pour la gauche tout entière de nouvelles perspectives victorieuses.

Telle est aujourd'hui la chance du →

P.s., qu'il serait aberrant de compromettre aussi peu que ce soit par de faux débats, des querelles secondaires ou des ambitions personnelles portées malicieusement par les médias. L'appel au vrai débat politique, sur des options claires, que nous avons lancé à plusieurs reprises, répond au désir profond des militants du Parti, de toutes celles et de tous ceux qui placent en lui leur confiance. Le reste ne les intéresse pas. Nous non plus.

CLAUDE ESTIER



François Mitterrand avec Mme Allende.

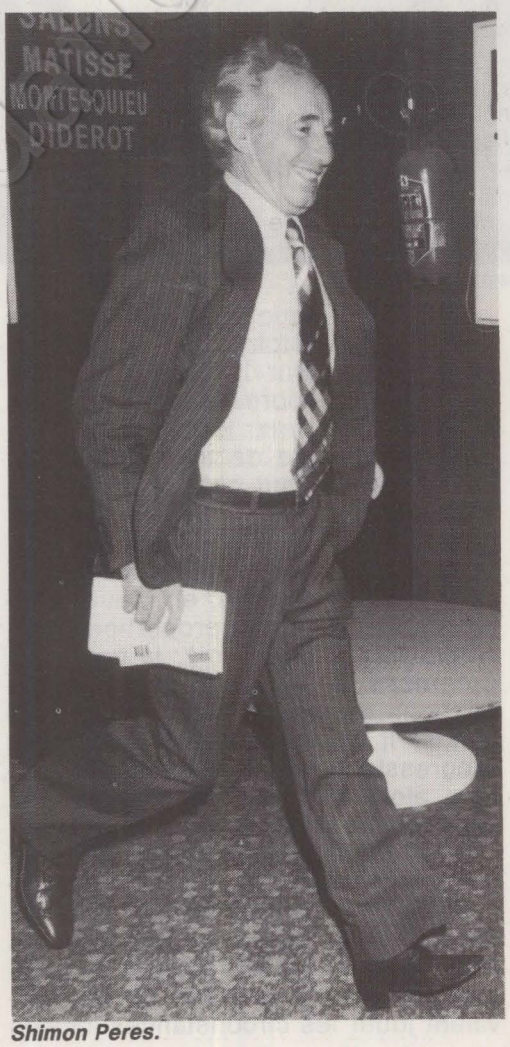
L'Internationale, l'Iran et le Proche-Orient

LA réunion à Paris du bureau de l'Internationale socialiste qui avait à préparer le prochain congrès de l'I.s. à Vancouver a été l'occasion d'une très utile rencontre entre les dirigeants de plusieurs partis socialistes, notamment Willy Brandt, Bruno Kreisky, Bettino Craxi, Shimon Peres, François Mitterrand, et de conversations avec de nombreux invités africains et latino-américains.

Le bureau de l'I.s. a adopté plusieurs textes, dont un sur l'Iran qui dénonce la répression exercée par le chah et met en cause la politique des Etats-Unis qui, en contradiction avec la campagne sur le respect des droits de l'homme, a assuré le maintien de son régime. L'Internationale socialiste exprime son soutien sans réserve aux forces progressistes en Iran qui luttent pour l'établissement de la démocratie.

Le bureau a également adopté un texte à propos du procès fait en Tunisie à Habib Achour et à plusieurs syndicalistes. Il a décidé d'envoyer au procès un observateur — Claude Germon — et d'accomplir une démarche pour la garantie des droits de l'homme en Tunisie et pour que s'engage dans ce pays « un processus d'ouverture politique dans un esprit de démocratisation ».





Shimon Peres.



Léopold Senghor.

Enfin sur le Proche-Orient, le bureau de l'I.s., tout en se félicitant des accords de Camp David, déclare :

« Il est maintenant de la plus haute importance de poursuivre dans cette voie afin d'arriver à un résultat qui ne pourra être acquis que par une juste solution de l'ensemble du problème palestinien sous tous ses aspects.

« Le bureau demande à toutes les parties en cause de faire preuve de leur volonté de paix dans cette région. Le processus engagé doit inclure la participation de la Syrie, de la Jordanie et des représentants du peuple palestinien, conformément aux dispositions et aux principes exposés dans les résolutions 242 et 338 des Nations unies. »

LE DOUBLE ARCHAÏSME

QUAND un mot lâché sur les ondes provoque tant de remous, c'est qu'il touche un point sensible. Par-delà les questions de style et de personnes, il faut donc un véritable débat, qui aille au fond. La nécessaire unité du Parti ne peut être un argument pour l'éviter. Mars 1978 l'a cruellement démontré : il ne suffit pas d'étouffer les voix discordantes, d'imposer le silence sur ce qui ne va pas, pour faire aller les choses et assurer le succès.

C'est vrai qu'il est archaïque de faire comme si mars 1978 n'était qu'un incident de parcours, comme s'il suffisait de poursuivre sur la même lancée pour que la victoire de la gauche redevienne « inéluctable ». Il est archaïque de traiter les luttes des travailleurs pour le pouvoir dans l'entreprise, les luttes des habitants pour décider de leur cadre de vie, les luttes des femmes, toutes les luttes hors production comme si elles n'étaient qu'un élément de la toile de fond devant laquelle se déroule l'action du Parti et non pas l'espoir vivant du socialisme.

Il est archaïque de se réclamer en paroles de la rupture avec le capitalisme, de l'autogestion, de la construction d'une société socialiste en France, sans reconnaître que tout cela passe par ces luttes, autant et davantage que par les calculs de nos experts ou les astuces de nos stratèges électoraux. Il est archaïque de prétendre aller vers le socialisme autogestionnaire avec un parti où le pouvoir se personnalise et se centralise à l'excès, limité seulement par celui, quasi féodal, de certains grands notables et où, trop souvent, les militants n'ont la parole que pour la forme. Il est archaïque, enfin, de se poser en gardiens des versets du socialisme, si l'on refuse la pratique et les moyens correspondants. C'est-à-dire la construction d'un vrai Parti socialiste.

Si Michel Rocard pensait à cet archaïsme-là, il aurait mieux valu qu'il le dise clairement et avec nous dès le congrès de Pau, dès le congrès de Nantes. Il ne l'a pas fait. Il s'identifiait alors au courant majoritaire, réservant tous ses coups au Ceres.

Aujourd'hui, la défaite ayant porté conseil, M. Rocard cherche tardivement à prendre des distances. Que propose-t-il donc, en fait ?

Il s'agit avant tout, si l'on comprend bien, de se parer des prestiges technocratiques d'une prétendue rigueur économique pour s'opposer à des revendications ouvrières essentielles. Dès la tour Maine-Montparnasse, Michel Rocard se signalait en recommandant à François Mitterrand la réintégration du franc dans le serpent monétaire, ce qui était le meilleur moyen de réduire notre maîtrise du commerce extérieur et de nous mettre à la merci du capital germano-américain. Fin 1977, il expliquait à qui voulait l'entendre que le Smic à 2 400 F minerait l'économie, jusqu'à ce que le Parti condamne enfin sa thèse. Tout récemment, et là encore sans succès, il s'en prenait aux trente-cinq heures sans diminution de salaire, marquant clairement sa préférence pour une politique de redistribution du chômage par la voie de la réduction du temps de travail sans garantie de pouvoir d'achat.

Malgré les révérences rituelles tirées aux options de rupture avec le capitalisme qui sont celles de notre parti, l'univers politique de Michel Rocard se situe clairement dans le cadre du système actuel. Il le confirmait encore sur Europe 1 lorsqu'il affirmait son « désaccord absolument central sur la hiérarchie des priorités non seulement de M. Barre, mais du président de la République ». Ainsi donc, il s'agirait moins de prendre, sur tous les plans le contre-pied d'une politique qui aggrave vertigineusement l'emprise des monopoles et nous subordonne chaque jour davantage à l'impérialisme américain que de la moduler. Le Parti socialiste n'a-t-il donc été rénové, ses militants ne donnent-ils le meilleur d'eux-mêmes que pour modifier les priorités d'une politique sans changer au fond cette politique et la vie elle-même ? Ne nous battons-nous que pour un peu moins de chômage et un peu plus d'inflation ?

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que Michel Rocard et ses partisans présentent aujourd'hui la rupture avec le capitalisme comme un processus indéterminé et refusent de voir dans le seuil franchi avec la conquête du pouvoir d'Etat et une inversion décisive la voie du changement grâce à l'initiative des masses, notamment dans la maîtrise des moyens de production, du rapport des forces entre exploiteurs et exploités.

Faut-il donc dissimuler ainsi la renonciation à toute rupture, tenter de faire prendre une gestion réformiste du capitalisme pour la première étape d'une rupture indéfiniment étirée jusqu'à l'horizon brumeux des siècles à venir ?

Quelle est, dès lors, la portée des proclamations autogestionnaires, des discours sur l'« expérimentation sociale », des déclarations ouvriéristes, qui constituent l'accompagnement obligé de cette ligne ? Peuvent-ils être autre chose qu'un alibi de gauche, un habillage moderniste de la politique la plus droitière que quiconque ait défendue, depuis Epinay, au sein du Parti socialiste ?

Avec cette ligne et les forces puissantes qui, de l'extérieur du Parti socialiste, la soutiennent, on se croirait parfois revenu à l'époque de la « grande fédération », à l'époque où les médias tentaient d'imposer aux socialistes un homme et une ligne : la gestion adaptée du capitalisme et la division pérennisée de la gauche sous le couvert d'un langage moderniste.

Quel archaïsme, en réalité, que le modernisme rocardien. De Pau jusqu'en mars 1978, une seule orientation se manifestait. Et Jean Daniel n'a pas tort de rappeler que Michel Rocard ne dit rien aujourd'hui que n'aient déjà écrit des conseillers de François Mitterrand, comme Jacques Attali.

Le P.s. doit sortir du faux dilemme où on essaye de l'enfermer. Les militants le sentent. Il lui faut une ligne cohérente capable non seulement de réaffirmer mais de concrétiser en mots d'ordre, en actions, les orientations fondamentales du Parti : appropriation publique des grands moyens de production et d'échange, contrôle des travailleurs et des habitants, planification démocratique, toutes conditions concrètes d'une approche concrète de l'autogestion.

Il faut un parti plus proche des travailleurs dans son style, ses actions, son implantation, par la composition de ses organes dirigeants à tous les niveaux ; un parti au cœur des luttes, dans l'entreprise et la production ; un véritable parti démocratique, enfin, où l'élaboration de la ligne politique et des décisions impliquent chaque militant, et non plus seulement une direction trop centralisée, entourée de ses experts.

Telle est l'ambition du Ceres, celle qu'il propose à tout le Parti. Il n'entend pas la réaliser seul, mais bien avec toutes celles et tous ceux qui se reconnaîtront dans ces propositions. Plutôt que de grandes manœuvres où les positions de pouvoir à conquérir ou à défendre obscurcissent les vrais enjeux politiques, un véritable débat au fond sur tout cela ne serait-il pas plus utile à la cause du socialisme ?

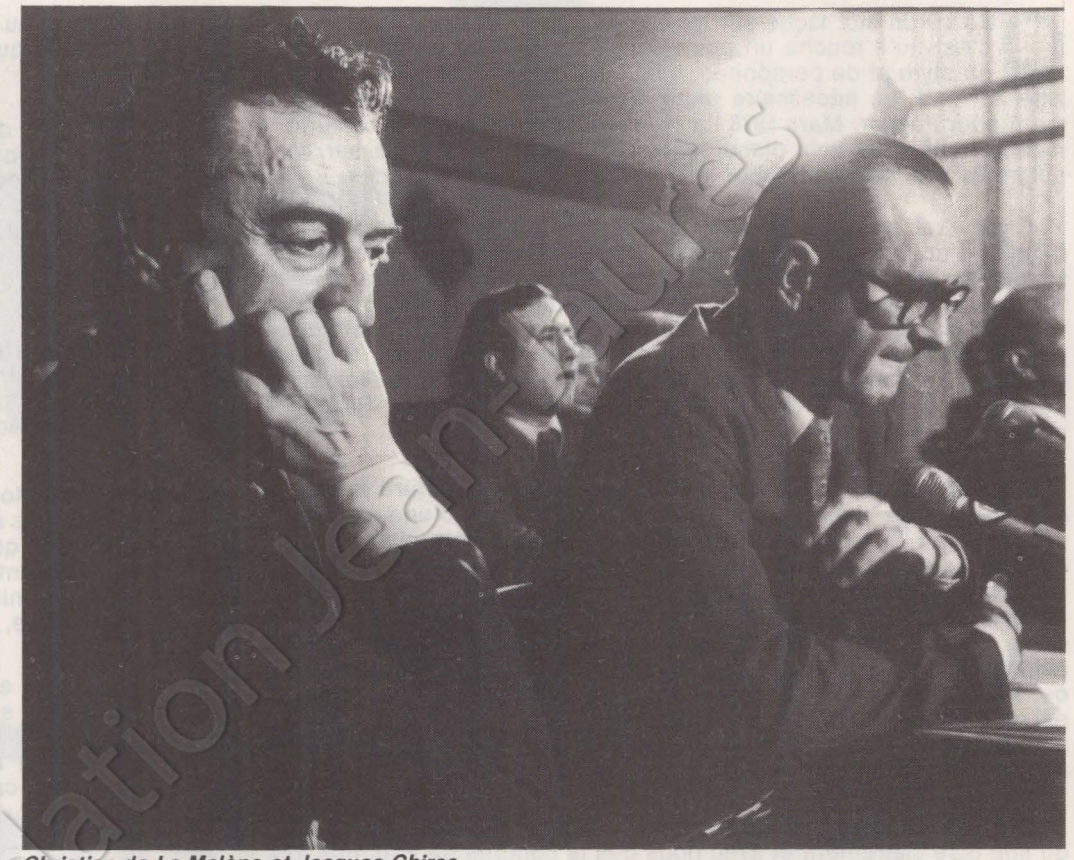
GEORGES SARRE

CHIRAC TOURNE A VIDE

AUX journées parlementaires de son groupe à Biarritz, puis le jour même de la rentrée, Jacques Chirac a élevé la voix pour dire au gouvernement qu'il n'était plus disposé à soutenir sans conditions la politique du gouvernement. Avertissement solennel, dit le R.p.r., qui ajoute aussitôt qu'il ne votera pas la motion de censure. Il est effectivement difficile sous la Ve République de renverser un gouvernement dans lequel on compte six ministres et non des moindres. D'autant que Chirac sait fort bien que la majorité des membres de son groupe n'ont aucune envie de se retrouver devant les électeurs. Ses « coups de gueule » lui sont nécessaires pour exister, mais ce ne sont, comme on dit, que paroles verbales.

Jacques Chirac fait du bruit, mais il tourne à vide. Et cela aussi bien au Parlement qu'à la mairie de Paris où il avait pourtant fait, il y a dix-huit mois, une entrée tonitruante.

Sa gestion à l'Hôtel de Ville, secrète, autoritaire, contradictoire, se traduit au bout d'un an et demi par un bilan dérisoire. En dehors de quelques projets sortis des cartons de l'administration et de quelques déclarations d'intention, on attend toujours les grandes idées qui pourraient marquer — autrement que par des gadgets coûteux, comme la construction d'un nouveau Vel'd'Hiv' — la première mandature de Chirac dans la capitale. Pour que des réalisations concrètes voient le jour d'ici à 1983, elles devraient, en effet, déjà être lancées. Mais 1983 c'est bien loin pour Chirac, dont l'esprit est sans doute davantage absorbé par une date plus rapprochée !



Christian de La Malène et Jacques Chirac.

« EN dix-huit mois, il a fait du spectacle, c'est tout », répond Louis Moulinet, conseiller socialiste de Paris, lorsqu'on lui demande quel est le bilan d'un an et demi de gestion de Jacques Chirac à la tête de la mairie de Paris.

Reçu en triomphateur à l'Hôtel de Ville le soir du 20 mars 1977 par le préfet Jean Taullèle, à qui il allait succéder à la tête de la capitale, Jacques Chirac, premier maire de Paris depuis la Commune, recevait immédiatement l'allégeance des sept élus centristes, qu'il récompensait quelques jours plus tard lors de la première séance du Conseil en leur offrant trois postes d'adjoint. Les rescapés de la liste d'Ornano, « Paris-Renouveau », au nombre de sept, eux aussi recevaient deux postes d'adjoint. C'était, dans l'esprit du député de la Corrèze, une façon de les neutraliser. Les dix-neuf autres postes revinrent évidemment à ses amis R.p.r. ou C.n.i.p.

Paris, enfin rentré dans le droit commun des autres grandes villes de France, avait — assurait-on dans l'entourage du maire — une majorité de conseillers bien soudée autour de Chirac et qui allait permettre à ce dernier de gouverner la ville la plus peuplée (2 500 000 habitants) et la plus riche (7 milliards de budget) de France. On allait voir ce qu'on allait voir...

Vingt commissions d'arrondissement prévues par la loi furent mises en place. Elles comprennent en nombre égal les conseillers élus de l'arrondissement, les officiers municipaux choisis par le maire et, évidemment, des représentants d'associations et des personnalités de l'arrondissement que Chirac désigna lui-même sans tenir compte de l'avis des conseillers de l'opposition. Le maire fit décider par le Conseil que ces commissions fonctionneraient à huis clos. Il semble, en effet, que même ce semblant de démocratie dans l'administration de la cité gêne le président du R.p.r.

Parce que la création de commissions extra-municipales se faisait partout et histoire d'innover, Chirac créa, sans en aviser le Conseil, une douzaine de commissions extra-municipales de concertation : des chauffeurs de taxi, de la jeunesse, de la vie scolaire, etc. Après les avoir solennellement inaugurées en personne, il a utilisé de temps en temps une de leurs idées, histoire de bousculer l'administration. Administration qu'il n'a d'ailleurs pas renouvelée — les mêmes hommes sont restés en place — et qui dirige de fait les affaires de la capitale. D'autant plus que le maire est rarement présent. Les fonctionnaires de l'Hôtel de Ville savent bien que si deux ou trois directions administratives ne sont pas du même avis sur un problème, c'est Camille Cabana, le secrétaire général de la mairie de Paris, ancien directeur de cabinet de plusieurs préfets de la capitale, qui tranchera.

Chirac avait défini dès sa campagne électorale trois priorités à son action : le logement social, l'aide aux personnes âgées et l'action culturelle.

65 000 familles étaient inscrites au fichier des mal-logés, dont 25 000 reconnues prioritaires parce que vivant dans des immeubles insalubres ou frappés d'un arrêté de péril ou parce qu'elles n'ont pas 4 m2 par personne pour vivre. Devant cette situation, le maire avait décidé, dès le premier mois de sa gestion, que 10.000 logements sociaux seraient *construits* dans les deux ans à venir. Trois mois plus tard, il annonçait : « 10 000 logements sociaux seront *lancés* dans les deux ans à venir. » Enfin, six mois après, le maire reculait encore : « Le *financement* de 10 000 logements sera assuré dans les deux ans », déclarait Chirac.

Qu'en est-il, en réalité ? En 1978, de 15 000 à 16 000 logements seront construits dans la capitale, dont 2 000 à 3 000 I.l.n. et H.l.m., ni plus ni moins que ce qui a été bâti ces dernières années. Il semble





donc que, malgré les fanfaronnades volontaristes du maire, le problème des mal-logés ne trouvera même pas le début d'une solution avant la fin de ce mandat municipal.

Aussi dit-on que Chirac, qui commence à s'inquiéter de n'avoir rien à montrer de tangible aux Parisiens dans ce domaine lors de la prochaine échéance électorale, a sorti le Vel' d'Hiv' de son chapeau d'illusionniste. Des consignes ont été données, a-t-il déclaré lors de sa dernière conférence de presse, pour qu'un nouveau vélodrome d'hiver soit construit sur un terrain de la Ville, près du boulevard de Bercy (12e arr.). Il sera terminé en décembre 1982 et inauguré au début de l'année 1983. On peut prévoir que les « Six Jours » cyclistes de Paris s'y dérouleront à la veille des élections.

Les personnes âgées de la capitale attirent toujours la sollicitude du maire : à Noël, un spectacle gratuit de variétés leur a été offert et pendant trois jours, au mois de juillet, elles ont pu faire une promenade en bateau-mouche, puis ont été reçues dans les grands salons de l'Hôtel de Ville : à 17 heures, le maire faisait son entrée, accompagné de son épouse. Il faisait danser une vieille dame au son d'un orchestre musette : « C'était la Corrèze à Paris », dit un témoin. En revanche, le téléphone promis à toutes les personnes âgées n'a pas été placé à leur domicile : les P.t.t. manquent de lignes... « Quant à l'allocation que donne la Ville aux personnes âgées, elle existait depuis 1975, et Chirac n'a fait que la revaloriser en suivant l'évolution du Smic », souligne Louis Moulinet.

La priorité à l'action culturelle s'est concrétisée par l'engagement de Marcel Landovsky, ancien directeur de la Musique au ministère des Affaires culturelles, →

dont personne ne sait très bien quelle a été jusqu'ici l'action à l'Hôtel de Ville. On mentionne la création d'un orchestre de chambre de Paris et la création prochaine, dans quelques arrondissements, d'ateliers culturels : le premier devrait ouvrir dans le 13e arrondissement le 7 octobre. Qu'est-ce que ces ateliers apporteront de plus, de mieux aux Parisiens que le Théâtre des Deux-Portes, établissement pluridisciplinaire (chanson - théâtre - danse - musique), évacué par les C.r.s. sur l'ordre du maire de Paris, un petit matin d'août 1977 ?

L'Hôtel de Ville est probablement un des endroits de Paris où l'information passe le moins bien : c'est par la presse que les conseillers de l'opposition apprennent l'ordre du jour de chaque session. Les conseillers de la majorité seraient logés à la même enseigne, et les adjoints se plaignent amèrement de ne jamais voir le maire, qui les reçoit tous ensemble avec Camille Cabana et le directeur de son cabinet, Maurice Doublet (ancien préfet de la région parisienne), le vendredi matin.

En effet, le pouvoir, à l'Hôtel de Ville, est concentré dans les mains de quelques hommes : les deux élus R.p.r. (avec Chirac) du 5e arrondissement, Jean Tiberi et Roger Romani, et Christian de La Malène, premier adjoint, véritable homme fort de ce brain-trust — il est le seul à avoir la signature.

Des cactus pour Chirac

Chirac a toujours ignoré les groupes de l'opposition et a veillé à les écarter de toutes les décisions ; mais la petite guerre qu'il mène contre l'Elysée l'a obligé exceptionnellement, au moment du vote des crédits supplémentaires de police, au mois de juin dernier, à entretenir, notamment avec le groupe socialiste, des rapports plus démocratiques : « Avant chacune des trois séances où a été discutée cette affaire, — dit Georges Sarre, président du groupe socialiste — le maire a convoqué les présidents des groupes, alors qu'avant il ne voulait pas entendre parler de ce genre de réunion et fixait lui-même l'ordre du jour des séances. » C'est aussi à cette occasion qu'il s'est heurté au groupe « Liberté de Paris » animé par Raymond Long, conseiller P.r. du 16e arrondissement, ancien secrétaire général adjoint de la préfecture de Paris, considéré à l'Hôtel de Ville comme l'homme du président de la République, et qui essaie de jouer le fameux « oui mais » qui fut celui de Giscard à l'égard de De Gaulle.

Cette opposition inspirée par l'Elysée agace de plus en plus Chirac, assurent les observateurs. D'autant que le statut de droit commun de Paris, voté en décembre 1975, alors qu'il était Premier ministre, lui laisse plutôt moins d'initiative que les autres maires de grandes villes. Notamment en matière d'urbanisme : le maire ne peut accorder de permis de construire pour un immeuble dépassant 1 000 m2 de plancher, pas plus que pour n'importe quelle construction située dans un périmètre sous protection du ministère des Affaires culturelles. Et tout Paris est pratiquement sous cette protection.



Jacques Chirac et Christian de La Malène visitant le site des Halles.

C'est dans ce contexte que le maire va devoir résoudre le problème de la rénovation du Marais et surtout celui des Halles où la gestion municipale — dont la responsabilité principale incombe depuis des années à Christian de La Malène, président de la Semah — aura atteint les sommets de l'incohérence : décisions contradictoires, mise en concurrence de plusieurs projets, abandonnés les uns après les autres, en dernier lieu apparition soudaine de cubes et de cylindres de béton au grand effarement de la commission des Sites, etc. S'il y a un jour, sur l'emplacement des Halles, un ensemble important de bâtiments et de jardins, il sera intéressant de faire le compte exact de tout ce que les aller et retour du Pouvoir, de Giscard d'Estaing à Chirac, autour du fameux trou auront coûté aux contribuables parisiens !

Comme la querelle entre le R.p.r. et Giscard d'Estaing ne fait que s'envenimer, certains pensent à l'Hôtel de Ville que l'Etat, qui couvrait jusque-là le déficit de la R.a.t.p., pourrait bien le laisser payer à la Ville. L'Etat, en effet, ne couvre pas le déficit des transports en commun de Lyon ou de Marseille. Les Parisiens, qui ont vu leurs impôts augmenter de 27 % à cause des crédits supplémentaires de police, pourraient bien encore faire les frais du nouvel épisode de la lutte Chirac-Giscard dans la course à l'Elysée.

Car le but avoué du maire de Paris est la présidence de la République, la mairie de Paris n'en étant, dans son esprit, que le tremplin. Grâce à un service de presse



Edwige Avice, Paul Quilès et Jack Lang inaugurant l'impasse de La Malène.

et de relations publiques, dirigé par Denis Baudouin, ancien directeur technique chargé du service de presse et d'information de la présidence de la République sous Pompidou, nul n'ignore les moindres faits et gestes du maire de Paris, qu'il soit en Chine ou en Polynésie.

Dans ce domaine, le service de Denis Baudouin n'est pas en reste à l'égard des Parisiens, puisqu'il publie un supplément au bulletin municipal officiel distribué aux habitants de la capitale dont trois numéros sont déjà parus et dont la périodicité devrait être bimensuelle. En couleurs et à l'aide de nombreuses photos, il informe les électeurs des « réalisations » municipales. Il annonçait dans son dernier numéro l'aménagement piétonnier de la place de l'Hôtel-de-Ville, réalisation qui, comme celle du quartier Saint-Séverin, presque achevée actuellement, avait été décidée par l'ancien Conseil de Paris.

La mairie de Paris permettait aussi à Chirac de recevoir, pour le 34e anniversaire de la libération de la capitale, le maire de Moscou et celui de New York. Les 1 800 m2 des appartements privés de l'Hôtel de Ville donnent au président du R.p.r. la possibilité de recevoir chez lui les parlementaires de son groupe ou de convier à dîner tous les conseillers municipaux de la circonscription d'Ussel.

Député d'Ussel et maire de Paris

Toujours du côté de la Corrèze, la construction de l'office d'H.l.m. fait travailler une entreprise de menuiserie de Meymac, et les enfants dépendant de l'Aide sociale à l'enfance de la capitale viennent remplir les fondations Claude-Pompidou et les instituts médico-pédagogiques offrant quelques emplois à cette région déshéritée... ce qui assure au député d'Ussel son siège à l'Assemblée nationale. Une contradiction, cependant : le maire de Paris se plaint que les entreprises quittent la capitale, et le député de la Corrèze invite ces mêmes entreprises à s'installer dans sa circonscription !

Dans un récent sondage de l'institut Louis-Harris, publié par « l'Express », 79 % des Parisiens interrogés assurent préférer comme maire quelqu'un qui s'occupe exclusivement des affaires de la ville, et 26 % seulement pensent que le patron du R.p.r. donne la priorité à sa fonction de maire de Paris. Une opinion que les feux de la Saint-Jean et le feu d'artifice « sonorisé » du 14 Juillet — auparavant il y en avait cinq — ont peu de chances de faire varier. Le « spectacle » risque de ne pas être payant aux yeux des Parisiens, qui veulent un maire et n'en ont toujours pas.

EMMANUELE PLAS



JUSTICE: LE TRIOMPHE D'UN APPRENTI SORCIER

FACE aux 64 % de Français favorables à l'ouverture d'un débat parlementaire sur l'abolition de la peine de mort, le ministre de la Justice invoque à tout instant l'urgence de surseoir. En revanche, Alain Peyrefitte a fait inscrire la discussion et le vote du projet de loi portant réforme de l'exécution des peines d'emprisonnement avec une précipitation proprement stupéfiante. Quel péril y avait-il donc en la demeure ?

Parallèlement à l'augmentation du nombre des détenus — ce nombre colle au plafond des 35 000 depuis quelque temps —, la campagne sur la sécurité et les reproches de laxisme adressés aux magistrats ont entraîné un accroissement de la sévérité des condamnations prononcées ces deux dernières années. De plus, pour les détenus considérés comme « particulièrement dangereux, les Q.h.s. et les Q.s.r. (les quartiers de haute sécurité et les quartiers de sécurité renforcée) ont été mis en place.

L'opinion allait-elle s'en satisfaire ? Une campagne de presse d'envergure, dans laquelle « France-Soir » n'a pas joué les figurants, a continué à dénoncer l'insécurité croissante, les « prisons 3 étoiles » et la mansuétude « irresponsable » des J.a.p. (juges d'application des peines), montant en épingle quelques crimes et délits commis par des détenus permissionnaires.

Dans ce climat malsain, la fusillade du 28 août, au cours de laquelle deux détenus en permission ont grièvement blessé à Paris un jeune commissaire, a convaincu Peyrefitte de la nécessité d'un durcissement.

Pourtant, l'administration pénitentiaire elle-même admet que 0,03 % seulement des permissions ont abouti à « des actes graves commis contre des personnes ».

Mais Peyrefitte, qui lit probablement davantage la presse à sensation que le « Journal officiel », a fait préparer en catastrophe un projet de loi par ses services. Approuvé le 20 septembre en Conseil des ministres, ce projet prévoit la création d'un régime de sûreté pour les détenus « qui seront condamnés à de longues peines pour des infractions particulièrement graves ». Ce régime exclut pour les détenus qui y sont astreints « les placements à l'extérieur, la suspension ou le fractionnement de la peine, les permissions de sortir, la semi-liberté et la libération conditionnelle ». Automatique pour les peines supérieures à dix ans, le régime de sûreté sera facultatif et relèvera de la décision du tribunal ou des jurys d'assises pour les peines comprises entre trois et dix ans.

Pour les individus condamnés à des peines d'emprisonnement de plus de trois ans, les permissions de sortir ne relèveront plus du seul J.a.p., mais de la commission d'application des peines, laquelle comprend, outre le J.a.p., le procureur de la République et le chef de l'établissement pénitentiaire considéré.

Comme l'a déclaré le député socialiste Raymond Forni à l'Assemblée nationale, cela est irrecevable, parce que contraire à la Constitution, qui garantit la séparation de l'exécutif et du judiciaire. En effet, dans ce projet, les J.a.p. sont soumis à la volonté du pouvoir exécutif à travers les deux autres membres de la commission d'application des peines.

Sans présenter de véritables garanties, l'institution du régime de sûreté va également, par l'automatisme de son application, à l'encontre des grandes étapes de la réforme pénitentiaire entreprise depuis la Libération.

Le projet Peyrefitte constitue un recul grave et présente de nombreux dangers contre lesquels se sont dressés l'ensemble des organisations de magistrats et d'avocats, la presse judiciaire, les associations de visiteurs de prison et même des syndicats de policiers. Seuls certains porte-parole des surveillants de prison ont approuvé cette « innovation ». Ils ne dissimulent pourtant pas leur inquiétude.

Le projet a finalement été adopé mardi dernier, le groupe socialiste ayant voté contre et les élus communistes s'étant curieusement abstenus.

Les permissions ont indéniablement joué jusqu'ici le rôle non négligeable de soupape. Peyrefitte aurait-il voulu favoriser des révoltes dans les prisons qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

J.-L. R

SIMONE, OUVRIERE CHEZ PEUGEOT

Simone est ouvrière chez Peugeot-Montbéliard. Elle travaille en doublage. Une vie personnelle en miettes, avec un seul recours : la solidarité et le syndicat. Elle témoigne pour toutes celles qui courent d'usine en nourrice, de supermarché en fourneaux

Simone se dépêche. Aujourd'hui elle part chercher sa fille dans le Haut-Rhin. Le dimanche précédent, elle l'avait reconduite là-bas, après quarante-huit heures de vie commune. Deux jours sur sept de douceur familiale. Parenthèse dans la grisaille.

Simone n'a pas le choix. Elle est ouvrière chez Peugeot à Sochaux-Montbéliard. Elle travaille en doublage. Ici, le doublage, cela veut dire les « deux huit » : une semaine qui commence à 4 h 45 chaque matin et s'achève à 13 h 15 ; et la semaine suivante de 13 h à 21 h 45. Et ainsi de suite. Du 1er janvier au 31 décembre.

Il n'y a pas si longtemps, le cas de sa fille n'était pas source de problème. Quand Simone était en équipe de jour, son mari travaillait le soir. Stéphanie, six ans, n'était pas mécontente de son sort. Mais, à ce rythme-là, le couple s'est défait. Lentement. Au fil des petits mots laissés sur un coin de table. Des petits mots de plus en plus petits. Quand on a attendu le week-end toute la semaine, on reste sur sa faim avec un amer goût de trop peu.

« On a mis sur le compte du couple l'usure de chacun », explique posément Simone. Résultat, elle est en instance de divorce. « Par consentement mutuel, dit-elle, mais ça nous coûte quand même cher. » Avec environ 2 500 francs par mois pour quarante-deux heures de travail hebdomadaire — grâce aux primes, le salaire dans la région fait figure de très honnête — elle aurait bien fait l'économie de cette dépense-là.

Le F 2 dans la Zup, la pension de sa fille chez la tante alsacienne, la voiture pour aller conduire cette dernière et se rendre à l'usine les matins d'hiver quand elle se lève à 3 h 35... « A Sochaux, le système D on en est tous là. On s'en sort ou on ne s'en sort pas. De toute façon, moi j'appelle pas ça une vie. »

Partie du sud de la France à l'âge de dix ans, parce que son père n'y trouvait plus de travail, Simone a rapporté du Midi des cheveux et des yeux très noirs, et un caractère passionné. Après la troisième, elle est entrée à l'usine. Et elle a eu cent fois le temps de le regretter. Alors, depuis peu, elle a repris des études — un peu spéciales —, pour avoir l'impression d'être quelque part un être humain ou pour pouvoir le rester : elle s'est engagée à fond dans la vie syndicale. Sessions de formation, droit du travail, cours théoriques, elle apprend tout. Avec boulimie. « A l'école, raconte-t-elle, je détestais l'histoire. Maintenant que je peux lire des bouquins sur le mouvement ouvrier, sur la vie de ceux qui nous ont précédés, j'adore ça. »

Le syndicat, c'est son « truc » ; c'est le besoin qu'elle a de partager ses révoltes, ses espérances. A vingt-six ans, elle a derrière elle huit ans et devant elle trente ans d'usine, vie sans intérêt et peu d'espoir de promotion. Les femmes qui travaillent à la chaîne sont déjà sous-qualifiées. Pour la formation technique à court terme, on préfère leurs camarades masculins arrivés avec au moins un vague C.a.p. en poche.

Des histoires comme celle de Simone, il y en a des dizaines à Montbéliard. Sur les 4 400 femmes de Peugeot, 3 600 sont ouvrières. L'usine emploie 37 000 personnes. C'est dire que, pour une industrie lourde, la proportion de main-d'œuvre féminine est forte. Reconnaissance de l'aptitude des femmes ? Pas vraiment. Les usines Peugeot ont tout simplement — selon les responsables — du mal à trouver des ouvrières ! A Sochaux, la direction — affirme-t-elle — n'est pas « hostile aux femmes »...

Simone ne croit guère à une intention égalitaire de la part de ses patrons. « Au fond, ils nous méprisent. Ils ont besoin d'esclaves. Qui mettraient-ils sur les chaînes, si les femmes avaient une formation réelle ? Ils n'ont pas toujours été aussi







favorables aux ouvrières. Quand je suis entrée il y a huit ans, on nous demandait de faire la preuve que nous n'étions pas enceintes. » La preuve, c'est un terme pudique pour désigner la serviette hygiénique. En 1978, la direction est formelle : « Ces pratiques, si elles ont existé, ont disparu. » Mais, pour certaines ouvrières, la visite médicale d'embauche n'est pas sans arrière-pensée. Josiane : « On m'a demandé la date de mes dernières règles. » Evelyne : « Et moi, si je prenais la pilule. »

Les responsables du personnel s'étonnent qu'on s'arrête à ces « détails ». Ils veulent ignorer ce qui se passe dans le cabinet du médecin. Bien que salarié de l'entreprise, celui-ci est seul maître à bord, protégé qu'il est par le secret professionnel. Simone sourit, sceptique : « Les femmes, ils ne les respectent pas. Il n'y a qu'à regarder le journal d'entreprise pour voir en quelle estime ils nous tiennent. »

Froides comme le climat

Morceau d'anthologie ou pièce de collection, le journal lui donne raison. Les ouvrières lisent des romans-photos. Qu'à cela ne tienne. On flatte ce penchant « presse du cœur ». Election de Miss Franche-Comté, reportage sur les catherinettes de l'usine, avec pour légende : « Jeunes, jolies, mais seules » ; et, en guise de conclusion : « A vot' bon cœur, Messieurs ! »

Tout un programme. Toute une conception de la femme-ouvrière, de surcroît. Quoi d'étonnant ? Simone elle-même reconnaît que ce n'est pas facile de les orienter vers autre chose. « Elles sont froides comme le climat » et bien trop préoccupées pour avoir une existence différente. Il y a celles que le mari retient à la maison. « Mutilée, tabassée par son mari parce qu'elle était syndiquée »... Celles qui courent d'usine en nourrice, de supermarché en fourneaux.

Et Simone de conclure : « Elles portent déjà les enfants, le couple, la maison à bout de bras. Où trouveraient-elles la force de porter les autres ? »

AUDE MATHIEU

L'Unité n° 309

DEBAT SUR LA DENATALITE EN FRANCE:

Guy Georges, "Nous allons enfin pouvoir nous occuper correctement des enfants... si on nous en laisse les moyens"



L'UNITE. — Vous avez souhaité intervenir dans notre débat sur la natalité, en tant que secrétaire général du Syndicat national des instituteurs. Pourquoi ?

GUY GEORGES. — A cause des répercussions immédiates qu'ont les fluctuations des naissances sur le fonctionnement du système éducatif. Nos responsables syndicaux constatent depuis deux ou trois ans une chute importante des effectifs scolaires dans au moins trente départements. Nous sommes heureux de voir que le rapport Sullerot en arrive exactement aux mêmes conclusions que nous : à savoir que cette baisse d'effectifs offre l'occasion de transformer totalement le fonctionnement de notre école. Nous n'avons jamais eu les moyens d'éduquer correctement nos enfants. Dans des classes de trente-cinq à cinquante élèves, on ne peut s'occuper que des plus éveillés. Prenez une tranche d'âge : on y trouve toujours 10 % d'enfants privilégiés qui se débrouilleront quelle que soit l'école et 10 % d'enfants qui souffrent de handicaps sérieux. Restent 80 %, dont le sort dépend totalement de l'éducation qu'ils recevront. La baisse des effectifs scolaires peut nous permettre de nous occuper enfin correctement de ces 80 %-là.

— Pour « s'occuper correctement » de tous les enfants, il faut des classes de quelle importance, selon vous ?

— Vingt-cinq élèves au maximum. Si on se fixe cet objectif dès maintenant, tout en laissant aux départements les moyens dont ils disposent actuellement, en particulier le même nombre de postes d'enseignants, on a des chances d'améliorer considérablement les conditions de fonctionnement de notre école.

— Si je comprends bien, la crise de la natalité aurait plutôt de quoi vous réjouir. Vous y voyez l'occasion de passer enfin de l'école-garderie ou de l'école-usine à l'école éducative dont vous rêvez ?

— Absolument ! Ce n'est pas la crise de la natalité qui nous inquiète, c'est le parti que va en tirer le gouvernement. Il y a moins d'enfants dans les écoles ? Le budget de 1979 diminue de deux mille les places au concours d'entrée et de quatre cents le nombre de professeurs dans les écoles normales. On transfère les enseignants d'un département à l'autre, en fonction de la sacro-sainte grille Guichard, alors qu'il est aberrant de soumettre tous les départements à la même norme, quelle que soit leur situation démographique. A cette nouvelle donne que constitue la baisse des effectifs scolaires, l'ordinateur-gouvernement répond automatiquement « réduction des moyens ». Moins d'enfants ? Quelle aubaine, on va pouvoir s'offrir un sixième sous-marin. C'est ce qui s'appelle jouer gagnant l'avenir de la jeunesse, non ?

— Admettons pourtant — hypothèse d'école — que le gouvernement maintienne les moyens existants et en laisse l'autonomie de gestion aux départements. Le rapport Sullerot souligne que, même dans ce cas, la profession sera confrontée à de sérieux problèmes de recrutement pendant au moins vingt ans (« l'Unité » n° 306). Cette perspective ne vous effraie-t-elle pas ?

— Pour nous, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, ce ne sont pas des mots en l'air. Cela signifie d'abord qu'on renforce l'équipe éducative : par exemple, six maîtres pour cinq classes. Ensuite qu'on s'adapte aux besoins en remplacement des maîtres malades. La profession compte aujourd'hui trois quarts d'institutrices pour un quart d'instituteurs, dont la majorité a moins de trente ans. Or, les congés de maternité viennent de passer de quatorze à seize semaines. Le pourcentage de remplacement autorisé actuellement par rapport au nombre de titulaires est de 5 %. Mais cette norme avait été fixée à une époque où la profession comptait autant d'hommes que de femmes. Nous disons donc qu'il faut arriver à 10 % de remplaçants. Enfin, il y a le problème des handicaps. Il faudrait plus de cinquante ans pour équiper tous les départements en structures de dépistage des handicaps. Alors non, si on adopte une politique généreuse de revalorisation du système scolaire, nous n'avons aucune raison d'être inquiets. Naturellement, cela suppose de revoir totalement la manière de recruter et de former les maîtres.

— Vous dites que les trois quarts des enseignants des écoles maternelles, primaires et des collèges sont en fait des enseignantes. Combien y a-t-il de femmes dans les instances dirigeantes du Sni-Pegc ?

— Quatre sur trente, pour le moment. Nous espérons qu'il y en aura plus en mars prochain, lors de l'élection du nouveau bureau.

— Les institutrices sont à la fois juge et partie dans cette crise de la natalité. Vous dites que le Sni s'est depuis longtemps « saisi » de ce problème. Comment les femmes du Sni l'analysent-elles, qu'avancent-elles comme raisons personnelles de n'avoir, par exemple, qu'un ou deux enfants, alors que leurs horaires de travail leur laissent, plus qu'à d'autres, la liberté de s'en occuper ?

— Ah ! mais... je ne sais pas du tout. Nous ne parlons que des répercussions de cette crise sur nos conditions de travail, mais nous n'abordons pas ce qui nous touche plus profondément, comme nos raisons d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants. Vous savez, la vie scolaire a de quoi décourager n'importe qui d'avoir des enfants. Par exemple, les vacances : elles sont faites pour « Bison futé », pas du tout en fonction des rythmes de l'enfance. Alors, faire beaucoup de petits Français ? Pour en faire quoi ? Plus que d'autres, les enseignants sont meurtris par le rôle qu'on leur assigne aujourd'hui : fabriquer des chômeurs. La

Voir la suite de notre débat en pages 32 et 33.

changer la vie politique

Le génocide de Beyrouth

« Dans un Liban où depuis des années ne cessent de s'accumuler les armes et les rancœurs, chacun s'attend et redoute le moment de l'explosion. » C'était, le 15 septembre, la chute du papier de l'envoyé spécial de « l'Unité » au Liban. Depuis, le moment est venu : à Beyrouth, c'est de nouveau la guerre. Une guerre plus brutale, plus aveugle qu'hier. Car les principaux acteurs — les Syriens et les chrétiens phalangistes — savent, depuis les accords de Camp David, qu'ils sont seuls, face à face, que personne ne viendra « troubler » leur affrontement. Et chaque camp voulant vaincre...

Depuis une semaine, les combats qui se déroulent à Beyrouth ont retrouvé l'intensité de ceux qui se déroulèrent en 1975-1976. A un détail près : la mêlée est moins confuse, les adversaires mieux connus. D'un côté, les troupes syriennes — car la Fad (la Force arabe de dissuasion) est pour l'essentiel composée de troupes syriennes —, de l'autre, les phalangistes. Le but des premiers est connu : contrôler le Liban, les Libanais et les Palestiniens qui demeurent au Liban. Les phalangistes, avec l'énergie du désespoir, espèrent, pour desserrer l'étau dans lequel ils sont pris, une aide extérieure. Avant Camp David, ils comptaient sur les Israéliens. Aujourd'hui, ils se retrouvent seuls. Et ce sont les Libanais de toute confession qui meurent. Depuis le début de la guerre civile.

Le moins que l'on puisse attendre des divers Etats qui aident, soutiennent, appuient Syriens et phalangistes, c'est qu'ils conseillent à leurs amis de modérer leurs ardeurs.

A la Syrie en premier lieu, qui cherche à absorber un Etat voisin, et qui mène, au nom de la solidarité arabe, une guerre de conquête. Et aux Phalanges, qui devraient savoir que les solutions politiques existent. Sinon, le choc entre un Etat en veine de conquête et une droite enfermée dans sa vision passéiste et brutale du racisme aura raison du Liban.

Débouté et battu

« Verdict très attendu », écrivait vendredi dernier le journal « l'Aurore » en rendant compte — d'une façon d'ailleurs particulièrement tendancieuse — du procès en diffamation intenté par Christian de La Malène à Claude Estier et à Emmanuèle Plas pour un article paru dans « l'Unité » et qu'il n'avait guère apprécié sur sa gestion dans le quatorzième arrondissement de Paris.

Le verdict est venu vendredi après-midi. Faisant droit aux arguments de l'avocat de « l'Unité », Me Charrière-Bournazel, la dix-septième chambre du tribunal correctionnel a reconnu la bonne foi de notre journal et débouté La Malène de sa plainte.

Le croiriez-vous ? « L'Aurore », qui attendait tellement ce verdict, a complètement « oublié » d'en parler samedi matin ! Il est vrai que c'était à la veille du second tour de l'élection du quatorzième. Ce qui n'a pas empêché Christian de La Malène d'être largement battu par Edwige Avice.

Médecins en Argentine

Echec pour la mission en Argentine du professeur Léon Schwarzenberg, qui voulait, avant le congrès de cancérologie qui s'ouvre le 5 octobre à Buenos-Aires, obtenir la libération de 185 membres des professions de santé emprisonnés ou disparus.

La mission n'a été reçue par aucun responsable, et elle n'a pu entrer en contact avec aucun prisonnier. En revanche, les médecins français, américains, anglais et hollandais ont pu s'entretenir avec les familles, qui leur ont confirmé les nombreux cas de torture et de vivisection (castration, yeux crevés ou arrachés, amputations des mains). Ils ont également obtenu la confirmation que des médecins assistaient aux séances de torture et réanimaient les victimes pour permettre aux tortionnaires de poursuivre leur travail.

Comme la junte craint le boycott du congrès, elle a déjà annoncé qu'il y aurait 6 000 participants, dont 3 600 en Argentine. « Ces derniers ne sont pas, pour la plupart, des médecins. Rappelons pour mémoire que la France ne compte que quelques centaines de cancérologues... », déclare Léon Schwarzenberg.



La démission du professeur Kahn

La commission médicale de la section française d'Amnesty International avait demandé aux organisateurs des 32es Entretiens de Bichat qui se déroulent actuellement à la Salpêtrière, à Paris, l'autorisation d'y tenir un centre d'information. Le comité d'organisation a refusé, étant donné « le caractère essentiellement médical » de cette manifestation. On peut s'indigner de ce refus quand on connaît tous les aspects commerciaux, publicitaires et... politiques qui entourent les séances de recyclage des Entretiens.

C'est ce qu'a fait le professeur Marcel-Francis Kahn, chef de service à l'hôpital Bichat, qui a adressé aux dirigeants des Entretiens une lettre de démission, où il rappelle que, l'an dernier, la venue à Bichat du président de la République et de plusieurs de ses ministres « marqua le lancement de la campagne électorale de la majorité en direction des médecins ».

Communes rurales

La Fédération nationale des élus socialistes et républicains et son collectif « Monde rural » organisent les 7 et 8 octobre, à Limoges, des états généraux des communes rurales.

Les 1 200 délégués auront à débattre pendant deux jours de la décentralisation, de la coopération intercommunale, de l'économie en milieu rural, de la vie sociale et de l'animation. Des problèmes qui concernent 34 000 communes et la majorité du territoire français.

Pierre Mauroy fera une intervention sur le thème « Réforme des collectivités locales et statut des élus ». Le discours de clôture sera prononcé par François Mitterrand, lui aussi maire d'une commune rurale.

changer la vie sociale

Barast : le dernier carré ne se rend pas

Mercredi dernier, la rue Edouard-Vaillant d'Alfortville (Val-de-Marne) était embouteillée. A 17 heures, en effet, une délégation importante, conduite par des secrétaires fédéraux socialistes et le député et maire socialiste Joseph Franceschi, est venue rappeler son soutien aux ouvrières des établissements Barast.

Depuis huit mois, les relieuses-brocheuses de cette entreprise occupent leur usine pour s'opposer à son démantèlement. Trente-huit au départ, elles ne restent plus que dix — avec un homme, lui aussi fidèle au poste. Mais le dernier bataillon n'entend pas baisser les bras.

Le dépôt de bilan en février dernier les avait ulcérées. Tout le monde savait dans l'usine que, depuis plusieurs mois, le patron refusait les commandes. Les clients ne manquaient pas, compte tenu de la qualité particulière de reliures cousues qu'effectuait cette entreprise.

Aussi, quand le personnel a appris son licenciement collectif par une note laconique collée sur le panneau d'affichage de l'usine, il a tout de suite réagi. Leur premier souci : préserver les machines que le patron avait bel et bien l'intention de vendre ici et là. Grâce à la solidarité des habitants du quartier, de la C.g.t., et des partis de gauche, la rue permettant d'accéder à l'usine était bloquée. Et le patron a dû repartir les mains vides.

Ensuite, l'occupation s'est organisée. Tout de suite, la municipalité de gauche a assuré le chauffage dans l'usine et les repas de midi. Plusieurs démarches ont été effectuées auprès du ministère du Travail, toujours avec l'appui du député-maire et du conseil général.

Enfin, aidées par la commission fédérale des femmes socialistes, les ouvrières ont mis au point une liste de vingt entreprises susceptibles d'être intéressées par les établissements Barast. Leurs recherches ont abouti. Elles ont fini par trouver trois acheteurs possibles. Pour donner le maximum de chances d'aboutir aux négociations, des tables rondes ont été décidées avec toutes les parties et chaque acheteur. La première se tiendra le 12 octobre.

En attendant, les femmes de Barast ont déjà remporté une victoire : désormais, le syndic, impressionné du succès de leur démarche, ne les considère plus comme quantité négligeable.

Construction navale : le travail reprend

A Marseille, les travailleurs de la Sam — qui, par solidarité avec la société Olivia, avaient une nouvelle fois arrêté le travail — ont repris le chemin des ateliers.

Les difficultés d'Olivia, autre filiale du groupe Terrin qui emploie 120 personnes, sont en voie de règlement. Le tribunal de commerce vient d'autoriser les syndics à conclure une gérance libre avec les Chantiers navals de La Ciotat : 54 employés seront repris par cette entreprise.

D'autre part, les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. de la Construction navale ont décidé de préparer « une initiative d'ampleur nationale qui rassemblera à Paris, le vendredi 20 octobre, en un large mouvement, des milliers de travailleurs provenant de tous les chantiers ».

S.n.c.f. : grève très suivie

Le mouvement de grève à la S.n.c.f., déclenché à l'appel de la C.g.t., de la C.f.d.t., des autonomes et de F.o., entre le 1er et le 4 octobre, a été bien suivi.

Un trafic banlieue très réduit dans la région parisienne. La direction elle-même reconnaît que la participation a été de 30 à 80 % selon les régions. Quelques chiffres cités par les syndicats : 55 % de participation à Paris-Est, 85 % à Chambéry. La moyenne serait de 95 %.

Cette grève des agents de conduite a été relayée, depuis le 5 octobre, par un mouvement des employés du service d'exploitation de la S.n.c.f., à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. Cette grève est prévue jusqu'au 9 octobre. Enfin, des actions revendicatives sont prévues, entre le 13 et le 20 octobre, dans les services du matériel.

Photos, métro... censure

Photos dans le métro, sur la vie quotidienne du métro : c'est une exposition organisée dans les couloirs de la station Châtelet à partir du 6 octobre. Opération de promotion qui a amené la R.a.t.p. à refuser quatre photos : deux d'entre elles montraient des C.r.s. dans l'exercice — plutôt brutal — de leur fonctions.

La Régie n'a pas aimé... Elle tient à garder de bonnes relations avec la police, dont elle a besoin. Devant cette censure qui ne cache pas son nom, de nombreux photographes — l'organisateur de l'exposition en tête — ont préféré retirer leurs œuvres.

Les socialistes et la C.g.t. (suite)

Claude Germon, membre de la commission exécutive de la C.g.t. et membre du comité directeur du P.s., souhaite qu'il y ait davantage de socialistes à la direction de la C.g.t.

Sept membres du P.s. figurant sur la liste des cent vingt-trois candidats à la commission exécutive, Claude Germon a déclaré à ce sujet à l'hebdomadaire « l'Express » : « On ne demande pas aux adhérents de la C.g.t. s'ils appartiennent à une organisation politique. Mais de 30 à 40 % des syndiqués votent aujourd'hui socialiste. Ces socialistes ont compris qu'ils ont leur place à la C.g.t. Encore faut-il qu'ils soient convenablement représentés dans les organismes dirigeants. Sept membres au lieu de quatre à la commission exécutive serait un progrès insuffisant. »

Le pot de terre contre le pot de fer

Pourquoi meurent nos campagnes ? Jean Cadiot, paysan de Loire-Atlantique, a fait pendant dix jours une grève de la faim pour accuser le Crédit agricole. Première banque de dépôts française, qui se donne des allures écologiques lorsqu'il s'agit de récolter l'épargne citadine, des airs de banque mutualiste pour charmer les agriculteurs, mais... il est venu le temps où le Crédit agricole n'a plus à se préoccuper des « canards boiteux ». Etant entendu que sont considérés « canards boiteux » toutes exploitations incapables de suivre le rythme industriel, même financièrement.

Ainsi, la ferme des Cadiot est-elle progressivement acculée à la faillite : le Crédit agricole finance ses investissements à moyen terme par des prêts à court terme et à fort taux d'intérêt. Et se permet, du jour au lendemain, de refuser un prêt pour l'achat des cinquante génisses qui permettraient à l'exploitation de se développer. « Notre

Madeleine : à la recherche du temps perdu

Les 174 ouvrières de la biscuiterie Azur à Vincennes (Val-de-Marne) viennent de relancer la production de madeleines : par cette action, elles démontrent leur volonté de s'opposer à la liquidation de leur entreprise. Azur, entreprise viable, qui représentait il y a peu de temps 60 % du marché de la pâte jaune, risque de disparaître par la seule volonté d'un



patron qui préfère prendre la marque et les machines, et fabriquer à Pons (Charente-Maritime).

Ce matin, après deux mois d'inactivité, les fours d'Azur ont été rallumés, les premières madeleines sont sorties ; c'est la réponse des travailleurs à leur ancien patron.

La révolte d'Othis contre l'Etat

Othis est une commune de Seine-et-Marne, cinq mille habitants, municipalité de gauche depuis 1977. Banal. Mais, moins banal, Othis se révolte contre l'Etat. Le 15 octobre, les élus organisent un référendum, pour éviter une augmentation de 22 % des impôts, une mise sous tutelle préfectorale et pour obliger l'Etat à aider la commune à se sortir d'une situation financière inextricable.

A leur arrivée à la mairie, les nouveaux élus découvrent dans les tiroirs pour deux millions de francs de factures impayées. Alors que le budget de la commune ne dépasse pas les deux millions ! Toute la faute en incombe à l'aménagement de cette ville sortie de terre en quatre ans, à coups de « chalandonnettes ». La municipalité précédente avait laissé faire : aucun équipement collectif, problèmes d'éclairage, de voirie, très lourdes charges scolaires... La situation est d'autant plus catastrophique que cette ville-dortoir, à quarante kilomètres de Paris, ne peut compter que sur une très faible patente : 7 % de son budget.

Après enquête, une équipe du ministère des Finances a estimé l'année dernière qu'il faudrait à la ville 130 millions de francs pour lui permettre de s'en sortir en réalisant les équipements collectifs nécessaires. « L'Etat est responsable de nos problèmes, c'est à lui de payer, dit-on à la mairie. Augmenter les impôts de 22 % ne servirait à rien, puisque cela ne nous permettrait pas d'offrir les services nouveaux dont la population a besoin. »

Othis en appelle donc à l'opinion publique, avec un coup d'éclat : tous les soirs, dans la mairie, une radio locale émet. Pour qu'il ne soit pas dit que l'Etat peut faire crever une ville simplement parce qu'elle est de gauche.

Attention, surbooking !

Si vous avez été victime pendant les vacances du « surbooking », défendez-vous ! Ce terme barbare cache une pratique de plus en plus répandue chez les agences de voyages, les « tours-operators » et certains hôteliers. Les uns et autres prennent en effet l'habitude de se garantir un remplissage de 100 % des avions affrétés et des hôtels en louant à l'avance... 120 % des places disponibles ! A la longue, les « couacs » se multiplient : deux voyageurs pour la même place d'avion, deux familles pour une seule chambre d'hôte, cela fait à chaque fois un de trop...

Les vacanciers victimes d'une telle « prévoyance » ont tout intérêt à porter plainte. Au moins pour le principe. Même si les dommages et intérêts accordés sont souvent dérisoires : il a fallu deux ans pour que douze Rennais mécontents de leur séjour en Tunisie obtiennent 200 F de dommages et intérêts...

La B.D. bâillonnée

La commission paritaire des publications et agences de presse a frappé trois fois en un seul jour sur les « petits mickeys » : elle a rayé de ses registres le mensuel « Pilote » et refusé leur inscription à deux autres revues de bandes dessinées : « (A suivre) » et « B.D. ». Au nom du vieux règlement : au moins 50 % de la surface d'un journal doit être remplie par des textes rédactionnels, si cette publication veut bénéficier des avantages fiscaux et des tarifs postaux préférentiels réservés à la presse.

Cette triple décision menace évidemment de disparition les journaux concernés. Elle est d'autant plus absurde que les dessinateurs — ceux qui font les B.d. — se sont justement vu accorder la carte de journaliste professionnel il y a à peine quatre années... Et, même si, aux dernières nouvelles, « Pilote » doit bénéficier d'un sursis de six mois, le problème demeure : pourquoi les journaux de bandes dessinées continueraient-ils à être considérés comme de « faux » journaux ?

changer la vie culturelle

La clinique du docteur Brooks

Les meilleurs clowns peuvent rater leurs sauts périlleux : c'est ce qui vient d'arriver à Mel Brooks avec « le Grand Frisson », qui se veut un hommage à Hitchcock en forme de pastiche.

Il faut rendre cette justice à Mel Brooks que lui et sa bande ont mis quelques belles réussites du genre à leur actif. Ses deux acteurs favoris, Marty Feldman (l'œil globuleux) et Gene Wilder (le blondinet ébahi), sont tous deux devenus réalisateurs grâce à des parodies : « Mon beau légionnaire » (un pseudo-Gary Cooper) pour le premier et « Drôle de séducteur » (un faux Rudolf Valentino) pour le second. Mel Brooks, lui, s'en était donné à cœur joie en s'en prenant à Frankenstein, au cinéma muet (« Silent Movie »), au western...

« Le Grand Frisson » est construit autour des aventures d'un de ces psychiatres comme Hitchcock en a utilisé avec délectation. Et beaucoup de ses gags jouent sur le ton parodique. Malheureusement, les clins d'œil discrets du début (à la manière de « la Maison du docteur Edwardes ») deviennent de plus en plus appuyés. Et bientôt, la facilité aidant, Brooks se contente de démarquer purement et simplement des cènes entières de « Sueurs froides », des « Oiseaux » et de « Psychose ». Ce n'est pas triste. Mais où est passée alors l'acuité comique de Brooks, qu'on ne retrouve plus que par éclairs dans les gags vraiment cinématographiques : le travelling qui enfonce la vitre ou les contre-plongées dont raffole le vieil Alfred ?

Manque aussi à l'appel la chaleur qui fait qu'un pastiche n'est pas uniquement un jeu de massacre. Il n'y a plus guère ici de ce qui donnait tant de prix à « Frankenstein Junior » : la tendresse.

SERGE RICHARD

Vraiment Splendid

L'un des gags les plus drôles qu'on puisse voir en ce moment sur une scène française, c'est le « Summertime » avec « traduction » simultanée que le grand orchestre du Splendid joue, entre autres, au Biothéâtre de la rue Louis-le-Grand (jusqu'au 20 octobre).

Cette quinzaine de musiciens-chanteurs et chanteuses a retrouvé la tradition du jazz humoristique type Cab Calloway jadis illustré en France par Ray Ventura ou Jacques Hélian et revu dans le style du Café de la Gare — ce qui ne l'empêche pas de rendre hommage à Fletcher Henderson ou à Hampton dans leurs arrangements.

La frénésie des sketches, le burlesque des costumes, le rythme des enchaînements cocasses du grand orchestre du Splendid s'additionnent pour imprégner le rétro des chansons des années quarante d'un humour au « deuxième degré » tout à fait irrésistible.

Femmes, femmes, femmes

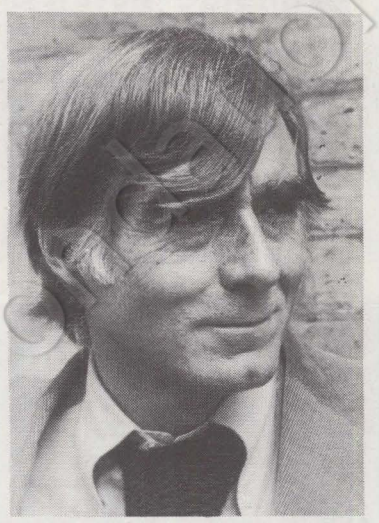
Les femmes ne cessent d'être le thème ou le prétexte d'événements culturels. A Paris, l'association Chanson de femme vient d'ouvrir son café-théâtre, dans le Marais : « la Sou'pape » (3, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie) ; elle y présente son premier spectacle, jusqu'au 28 octobre, du mercredi au samedi : « Rétro, chapeaux et trémolos », qui est une rétrospective de la femme à travers les chansons de 1850 à 1920.

Toujours dans la capitale, le théâtre de la Cité internationale accueille, jusqu'au 18 novembre, une adaptation des « Nouvelles lettres portugaises » des « Trois Maria » ; titre de la pièce, jouée par quatre femmes et mise en scène par une femme : « la Clôture ». En banlieue, à la Cartoucherie de Vincennes, le Théâtre de l'Aquarium joue « la Sœur de Shakespeare » ; à Villejuif, le théâtre Romain-Rolland présente jusqu'au 15 octobre l'exposition « la Femme légale » ; au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, une comédienne, Michèle Foucher, joue une histoire de femmes qu'elle a écrite et mise en scène : « la Table », jusqu'au 29 octobre.

Enfin, en province, la maison de la culture du Havre propose un cycle intitulé « Face à femmes ». Avec : une journée non-stop (le 14 octobre) se terminant par une nuit du cinéma où seront présentés des films de Marta Meszaros, Marguerite Duras et Chantal Akerman ; Claire et Mireille Rivat (le 12) ; Colette Magny et Mama Béa Tékielski (le 20) ; Coline Serreau (le 24) ; et, pendant tout le mois d'octobre, une exposition de six plasticiennes : une française, une allemande, deux américaines, une yougoslave et une turque.

LE ROMAN DE LA SEMAINE

De l'assassinat considéré comme l'un des beaux-arts



Qui parle ? Qui dit « je » ? Qui est le narrateur qui monopolise la parole dans « Des reines sont mortes jeunes et belles », de Claude Delmas (Flammarion) ? Selon la manière dont on lit le roman, on sera amené à faire des réponses de types différents. Première lecture possible : ce livre est un « polar » parmi des dizaines d'autres ; un bâtard de Hitchcock qui pourrait permettre à Claude Chabrol de se fourvoyer une fois encore ; enquête policière classique, en effet, où l'on est amené à se demander si le narrateur ne serait pas aussi le criminel, celui qui a tué trois jeunes postières dans une résidence un tantinet luxueuse du XVe arrondissement...

Autre lecture : le « récitant » n'a trouvé là qu'un prétexte pour évoquer son enfance, la géographie de son quotidien, son goût pour les fleurs, ses choix littéraires et cinématographiques, ses fantasmes ; un peu d'hémoglobine couronnant le tout. Et ce ne serait qu'un démarquage maladroit d'un article de « Détective », tartiné de psychologie à dix sous, grassement racoleur et nauséabond...

Les deux belles fausses pistes que voilà ! Le roman de Delmas n'appartient à aucun sous-genre. Il appartiendrait plutôt à la littérature hors les genres telle que l'ont inventée et polie les Lautréamont, Michaux et autres Bataille. Car il n'est évidemment pas question de lire Delmas au premier degré. Derrière le linéaire se cache le merveilleux, le mystérieux, c'est-à-dire la façon dont un homme de chair et de sang règle littérairement ses comptes avec l'instinct de mort, sublime avec des mots un acte manqué. Donner ce ton superbe et fulgurant à un sordide fait divers n'est pas à la portée de n'importe qui.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Ce livre est paru dans la collection « Textes », en même temps que « Elvira ou les Lunettes à oxygène de Louis XIV », de Robert Pépin, et « Une histoire qui ne finira jamais », de Serge Koster. Bernard Noël, qui la dirige, donne en ces mots le but de la série : « Ni dogme ni principe. Abolir les genres pour ne laisser au premier plan que l'écriture. » Les collections littéraires sont si rares...



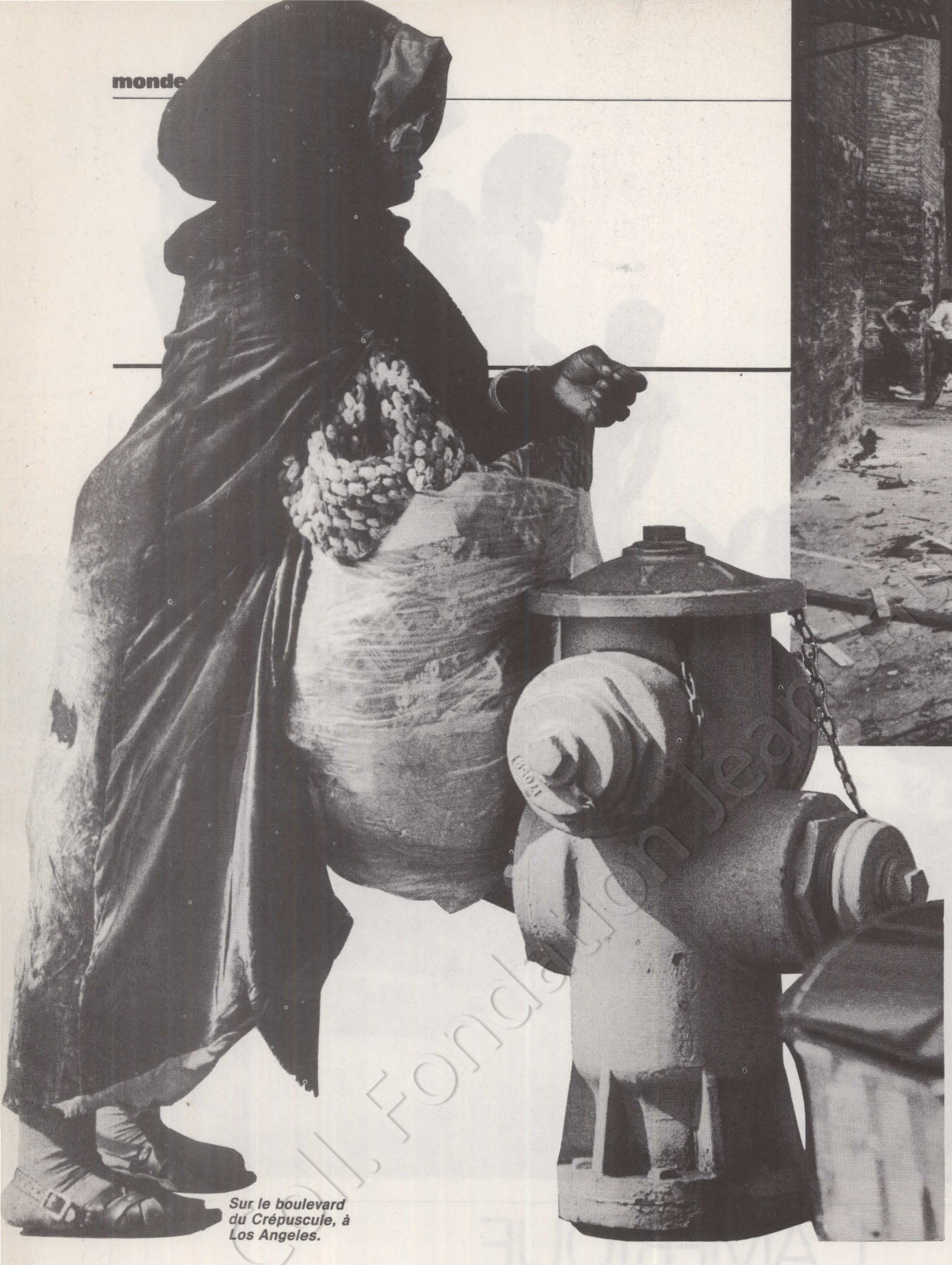
L'AMERIQUE DES EXCLUS

Francis Pisani revient des Etats-Unis où il a posé un regard de Candide sur un pays et un peuple fascinants et terrifiants

LE voyage aux Etats-Unis était à la mode cette année dans certains milieux parisiens, un peu intellectuels et pas très à gauche. La chute du dollar y était pour beaucoup, mais aussi la perte des illusions. Sans doute faut-il y voir des séquelles de l'offensive des prétendus « nouveaux philosophes ». Quoi qu'il en soit, les modèles venus de l'Est encore chauds dans la poubelle, certains se sont tournés vers l'Ouest avec désespoir et avidité. Incapables d'autonomie, ces « penseurs » semblent prêts à recommencer leurs erreurs d'antan. Saisis d'admiration pour les Etats-Unis, ils ont oublié de regarder comment cette société-là fonctionne. D'accord, ils ont l'habitude. Mais, justement, cela aggrave leur cas : ils « sortent d'en prendre », sans tirer aucun parti de leur expérience !

La société américaine, à la différence de leurs modèles antérieurs, est facile à connaître. Pas d'excuse à qui ne voit pas le racisme. C'est qu'il ne veut pas le voir. Idem pour celui qui, au moment de la péroraison, « oublie » la pauvreté. C'est dommage en cette période de déboulonnement des idoles ; car, pour être utile, la remise en cause des références doit être complète.

La plupart des touristes prennent con- →



Sur le boulevard du Crépuscule, à Los Angeles.



Un immeuble « bombardé » dans le Bronx.



Dans le métro de New York.

tact avec les Etats-Unis à New York. Une ville véritablement fascinante. On y trouve de tout, et tout y est possible : faire son marché à minuit en plein Manhattan ; voir des films qui seront projetés, plus tard, dans le monde entier ; aller de musée en musée ; se perdre dans les tours du World Trade Center (qui abritent 250 000 personnes) ; voir de là-haut, de très haut, la ville — qui est splendide.

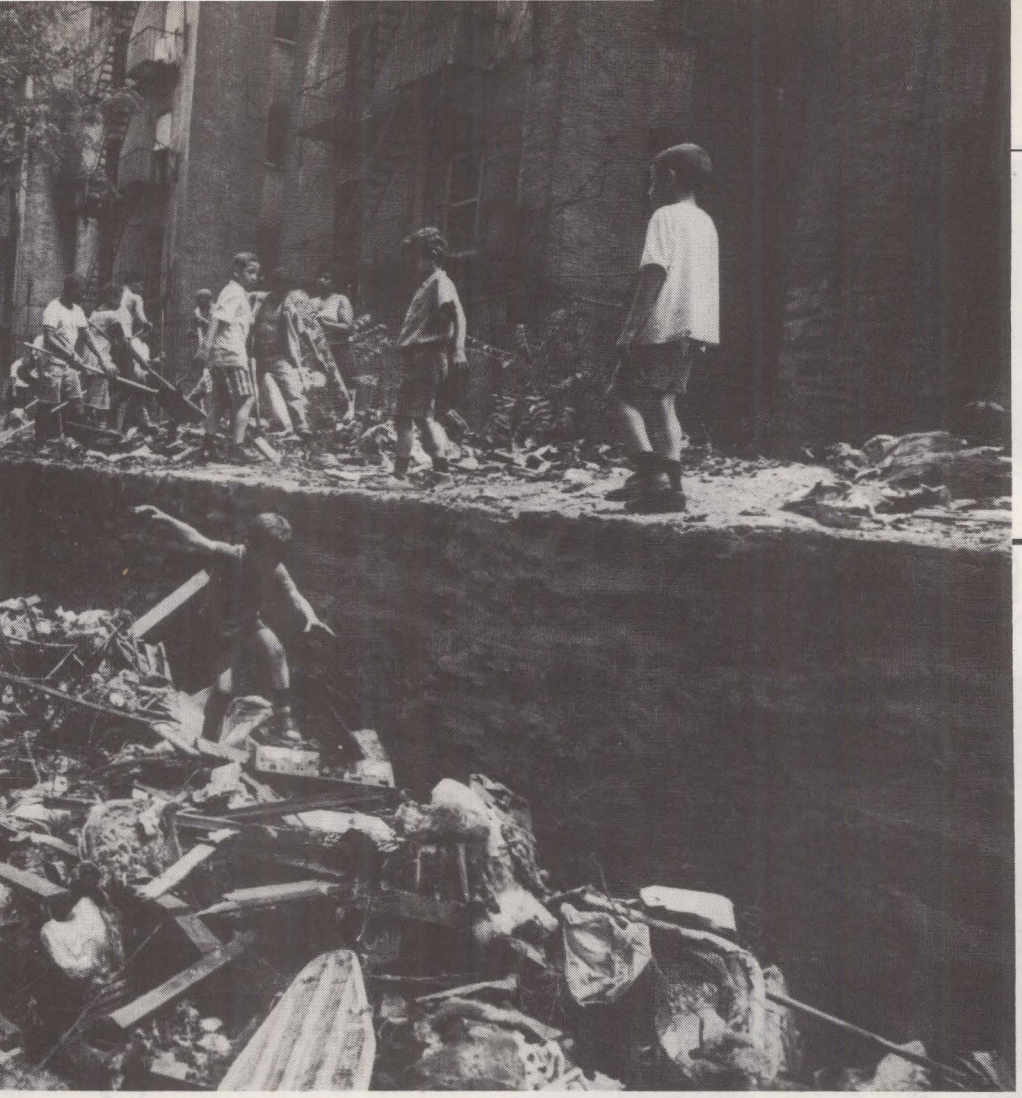
Si la musique n'est plus, après les ravages du disco, aussi entraînante qu'elle était, on trouve encore plein de « bonnes petites boîtes ». L'ambiance des rues est fantastique. Le jean, le short, le T-shirt sont rois et, durant l'« été indien », les femmes se promènent souvent en maillot de bain. Les Noirs et les Portoricains déambulent avec d'énormes radios ou magnétophones qui, jusque dans le métro ou l'autobus, diffusent les derniers tubes.

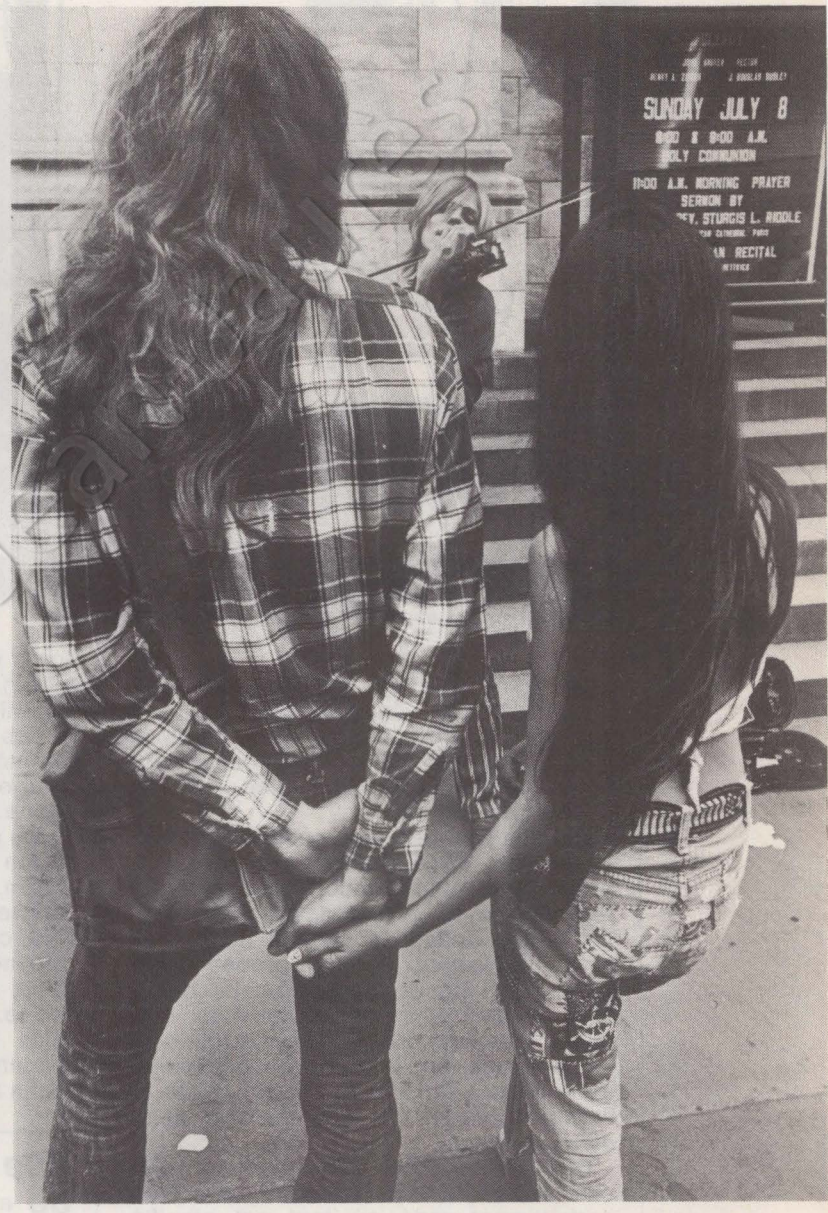
Dans ce tout petit carré dessiné par la 38e et la 55e rue, la 5e et la 8e avenue, un Européen sent que son univers habituel est étriqué. Physiquement et intellectuellement. Et, fasciné par la partie la plus voyante, la plus attirante de New York, il oublie volontiers d'élargir son champ de vision, de lui donner un peu plus de profondeur. Bref de regarder ce qui oblige à réfléchir.

La plus fabuleuse opération immobilière de l'histoire

Le Bronx ressemble à un quartier bombardé. Sur trois immeubles, un n'existe plus que sous la forme de terrain vague ; le deuxième, détruit par un ou plusieurs incendies, n'a plus ni toit ni fenêtres. Quant aux restes du troisième (dans lequel on trouve rarement le chauffage et pas toujours l'électricité), ils abritent des familles misérables, dont la plupart des membres sont au chômage.

Ces destructions ne sont pas le fait de jeunes vandales, mais celui des propriétaires eux-mêmes. Quand, en raison du chômage, les locataires ont du mal à payer le loyer, le propriétaire donne 50 dollars à un jeune drogué pour qu'il mette le feu à son immeuble et lui permette ainsi de toucher une coquette assurance. Un chiffre donne une idée de l'importance de ce fléau : près de 75 000 immeubles ont subi un sort comparable dans la ville de New York. A moyen terme, quand

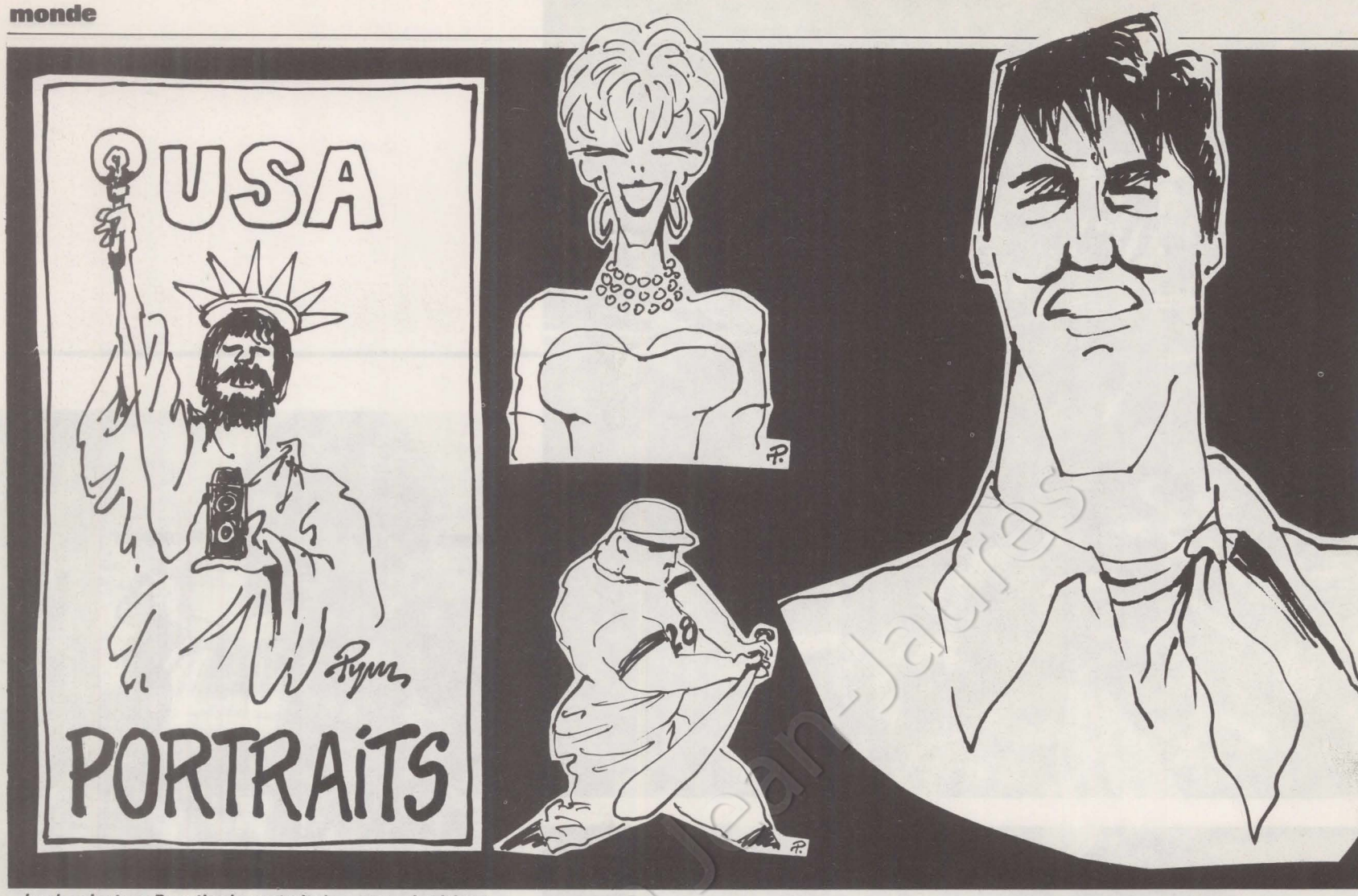




le Bronx sera entièrement détruit et que le mouvement de retour des riches Blancs vers le centre des villes se sera confirmé, quand même les Noirs et les Portoricains auront dû s'enfuir, la plus fabuleuse opération immobilière de l'Histoire pourra avoir lieu.

Le plus facile pour qui désire se laisser séduire par les Etats-Unis est sans doute d'aller en Californie, l'Etat le plus riche, le plus jeune des U.s.a. A lui seul, il serait la cinquième puissance mondiale, à égalité avec la France. Il est aussi en avance par rapport au reste du pays que le Nouveau Monde dans son ensemble l'est par rapport à nous. Cela est évident dans le domaine technologique : l'industrie y est essentiellement aéronautique, aérospatiale, électronique, etc. La recherche est « à la pointe » dans presque tous les secteurs essentiels. Certains pensent qu'il en va de même dans le domaine des mentalités (attitude envers la sexualité, tolérance, mode de gouvernement, etc.). Mais la récente « proposition 5 », visant à interdire de fumer dans les lieux publics, si elle montre que les préoccupations écologistes sont largement répandues, ne doit pas faire oublier la « proposition 13 », adoptée par référendum en juin dernier, et que l'on peut difficilement faire passer pour « en avance ». Proposée par un milliardaire de Los Angeles, elle a pour effet de réduire de plus de moitié les impôts fonciers (dont l'importance est considérable en système fédéral) et donc de remettre en question tous les services assurés par l'Etat ou les municipalités : aide aux chômeurs, aux vieux, écoles, etc. On envisage des licenciements massifs ; mais tout le monde semble d'accord pour que les budgets de la police et des pompiers ne soient pas réduits, ce qui est souhaitable dans un pays dont les habitants n'osent pas sortir la nuit. A juste titre.

Me promenant en Californie, je n'ai pas pu pourtant résister à un certain appel au rêve, à un certain lyrisme. Tout y pousse, la nature autant que les souvenirs d'enfance si souvent tirés des légendes de cet Ouest. San Francisco est aussi belle que je l'avais rêvée, et j'étais comme un gosse en traversant le Golden Gate pour la première fois. Los Angeles est gigantesque, abasourdissante. Il est impossible de trouver un centre à cette agglomération de plus de dix millions d'habitants. L'absence de centralisme est →



Le dessinateur Pym tire le portrait de « son » Amérique.

sans doute une des vertus essentielles du système américain, dans la mesure où elle permet une autonomie à de multiples niveaux, qui semble un des meilleurs terreaux pour l'éclosion d'une certaine liberté quotidienne.

Dans la rue, les gens semblent particulièrement décontractés, énormes et accueillants, plus encore que dans le reste du pays. Le piéton, par exemple, à qui je demandais le chemin de Disneyland m'a répondu : « Vous prenez la troisième à droite et... amusez-vous bien », avec un sourire qui ne coûtait rien, mais faisait vraiment plaisir. Disneyland, fabuleuse image de la propreté américaine, de son goût du détail, de son génie de l'artificiel, de sa science du rêve et du divertissement.

Des millions de personnes viennent chaque année se perdre dans cet univers parfaitement rodé où tout est planifié, même les surprises, où les moindres détails sont censés vous faire plaisir. Un climat qui m'a fait comprendre rétrospectivement pourquoi il était indispensable, comme je l'avais vu au Vietnam, de servir aux G.i., ces gosses à peine grandis, du Coca-cola avec de la glace en plein milieu des combats.

La nature est peut-être ce qu'il y a de plus prenant en Californie. On ne peut s'empêcher de penser, face au Pacifique, à ceux qui arrivèrent sur cette côte déchiquetée et splendide — gigantesques falaises noires — après avoir traversé tout le continent américain... Et, de l'autre côté, le Japon, la Chine, l'Asie tout entière. L'homme prend à cet endroit une dimension planétaire qui enthousiasme. Mais comment oublier que la « conquête » s'est faite avec tant de massacres — « With God on our side » (« Avec Dieu à nos côtés »), comme le chante Bob Dylan. Et si la nature rappelle les Indiens, les villes rappellent les Mexicains.

Los Angeles, San Francisco, Sacramento et des centaines d'autres. Avant d'être « gringa », la Californie était mexicaine et, avant encore, indienne.

La nature californienne est une bonne façon de se « brancher » sur le rêve américain. Celui des nouveaux horizons, des nouvelles frontières, du toujours possible, celui de l'aventure de ce pays où la technologie a permis d'avancer encore, alors que la terre était entièrement conquise. Mais aujourd'hui le rêve se fait plus difficile. Après le Vietnam et le Watergate, la crise économique semble enfin avoir posé les limites du monde fini.

Une capacité de « faire »

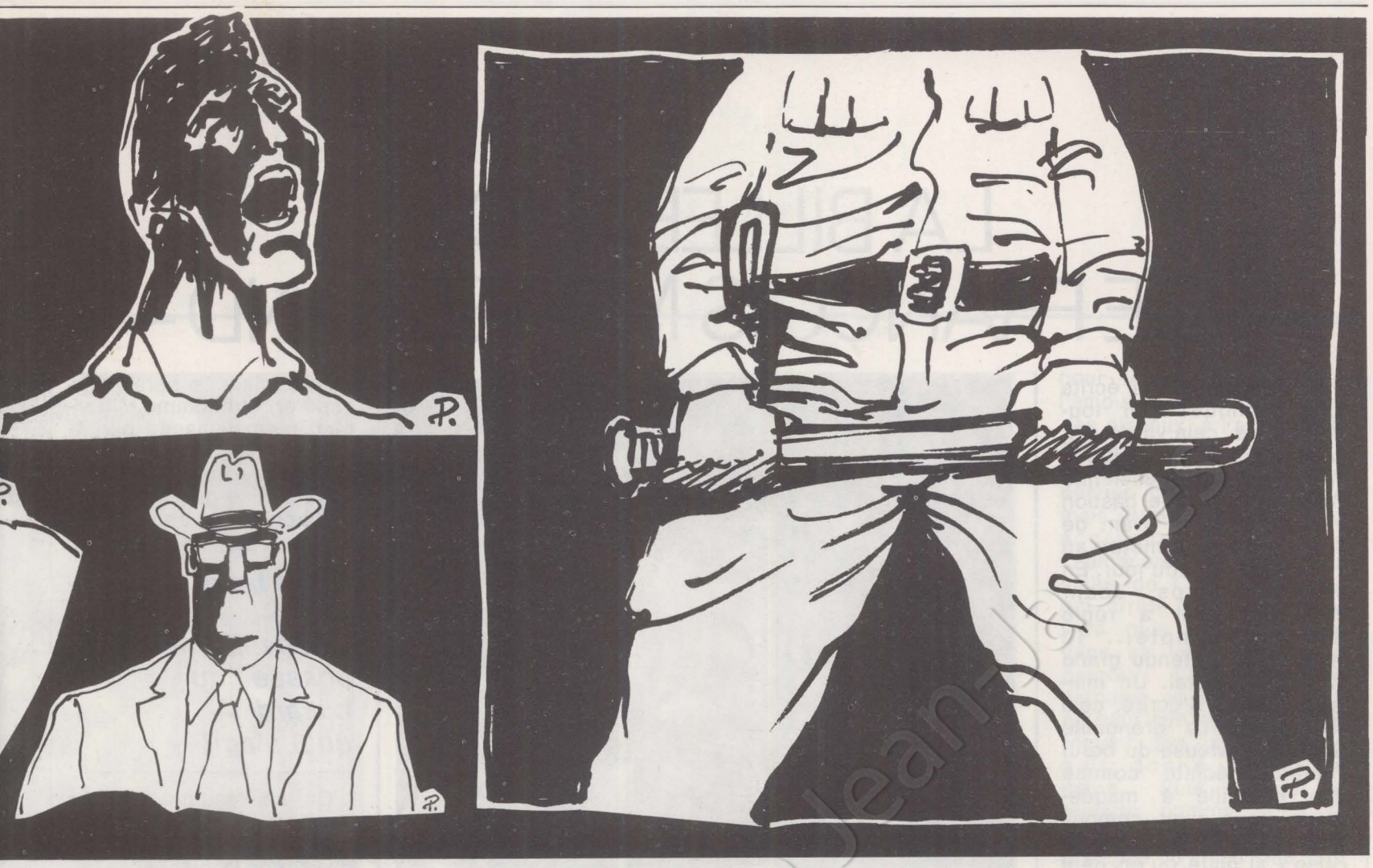
Dernière impression californienne : entre la côte et la forêt, le touriste peut traverser des vergers qui s'étendent sur des dizaines, des centaines de kilomètres. Le citadin lui-même ne peut qu'être impressionné par la qualité de cette agriculture. Et si son œil ne lui dit rien, qu'il goûte. Les fruits, les légumes sont délicieux. Tout autre chose que nos tomates et nos pêches dont il faut chercher le goût dans nos souvenirs d'enfance. Mais ces produits de la terre ne sont pas seulement destinés à nourrir ceux qui ont faim. Ils servent également les intérêts de ceux qui les possèdent. C'est ce qu'on appelle l'arme agro-alimentaire, la plus terrible, la plus scandaleuse de toutes.

Loin de réduire la société américaine à des images de guerre, mais incapable de les chasser complètement, je suis allé à Berkeley, centre de la contestation estudiantine. L'agitation, là aussi, n'est plus ce qu'elle était. Moins de musique, moins de marijuana... et beaucoup plus d'alcool. Carol, vingt-trois ans, parle des célèbres manifestations des années soixante : « Je n'y étais pas, mais je suis contente qu'elles aient eu lieu ; car, sans elles, je n'aurais pas compris ce que j'ai pu comprendre aujourd'hui. Mais je me réjouis d'avoir été trop jeune à l'époque pour y participer, parce qu'à chaque fois qu'on s'attaque à l'ordre et à l'establishment, ça me met mal à l'aise. »

Assez représentative de la jeune génération, elle partage son appartement avec trois autres filles et tente de faire passer quelques idées écologistes dans un magazine sur l'habitat. Très préoccupée de sa santé, elle fait du « jogging » (nouveau mot pour « course à pied ») presque tous les matins, à l'instar de millions d'Américains. La montée de l'alcoolisme l'inquiète, car elle pense que c'est beaucoup plus néfaste pour le corps que la marijuana ou même une petite prise de cocaïne de temps en temps.

Ces propos d'une jeune fille « moyenne » ne sauraient nous faire oublier la très exceptionnelle qualité de ceux qui, aux Etats-Unis mêmes, se battent contre le système. Ils possèdent deux choses susceptibles de nous faire réfléchir : une capacité de « faire » directement issue de l'esprit d'entreprise nord-américain et le souci de ne jamais oublier l'individu, les conditions dans lesquelles il doit se débattre ici et maintenant.

A l'intérieur même du système, on trouve des traces d'une contestation particulièrement virulente, comme l'indique cette émission de télévision qui montrait pendant vingt minutes des médecins pris



en flagrant délit alors qu'ils participaient à un coktail pendant leurs heures de travail ou qu'ils se servaient des voitures de l'hôpital pour se rendre à leur club. Sous l'œil de la caméra, leurs explications étaient particulièrement embarrassées. Une fois même, nous avons pu voir l'équipe de télévision se faire vider par la force. Belle leçon d'agressivité journalistique peu concevable en France et directement issue sans doute de l'esprit du Watergate.

La contestation n'est pas, il faut le reconnaître, un luxe dans cette société qui se dit libérale mais repose sur la plus grande des injustices : le racisme ; qui se dit d'opulence pour mieux cacher la misère de bien des siens. La pauvreté touche des dizaines de millions d'individus aux Etats-Unis (entre trente et cinquante millions suivant les estimations), d'une façon d'autant plus violente qu'elle est « concentrée ». Si personne ne meurt de faim, j'ai entendu plus d'un gosse dire qu'il allait parfois se coucher sans manger.

Je n'aimerais pas avoir 14 ans aujourd'hui

Au total, la moitié des pauvres des Etats-Unis sont jeunes : 65 % des jeunes Noirs et Latinos sont au chômage, et leur manque de qualification ne leur permet guère d'envisager l'avenir avec décontraction. A Harlem, on dit qu'« il est possible de sortir un gosse du ghetto, mais que l'on ne peut enlever le ghetto du cœur des enfants ». Comme disait l'un d'entre eux : « Je me débrouille bien : j'ai survécu. » Résultat : près de 90 % de la population des prisons new-yorkaises est noire ou latino. Un policier portoricain issu du ghetto m'a dit : « Seuls ceux qui ont beaucoup de chance, en plus de tout le reste, peuvent parvenir à une vie normale. » Echo relancé par un fonctionnaire noir : « Je n'aimerais pas avoir quatorze ans aujourd'hui. »

Le problème s'inscrit dans la logique du système : les Etats-Unis connaissent une inflation sérieuse, et le chômage y est une donnée économique « normale ». « Bien entendu, c'est nous qui trinquons », m'a dit un juge de Harlem.

Pour se débarrasser du mouvement noir des années soixante, les dirigeants de ce pays ont froidement planifié l'assassinat systématique de ses leaders les plus durs. Puis l'achat des autres. Nixon a favorisé le développement d'une petite bourgeoisie noire qui, sous l'effet de la crise, commence à sentir la fragilité de sa situation.

« Les gens savent aujourd'hui qu'ils sont des victimes et qu'on les baise. La situation est bien plus grave que ne l'imaginent nos leaders noirs, poursuit le juge de Harlem. Le pire est que nous produisons maintenant une génération de « tueurs de pierre » capables de vous ôter la vie avec le sourire dès l'âge de douze ans. Quand ils sont devant moi, je ne suis pas sûr que les renvoyer dans nos rues telles qu'elles sont n'est pas leur faire une plus grande injustice que de les enfermer dans nos horribles prisons. »

Tout cela est-il moins important que le Watergate ou la marche sur la Lune ? A chacun de juger. Mais deux choses me paraissent fondamentales. Il y a aujourd'hui plus de 10 % de Latinos et plus de 20 % de Noirs aux Etats-Unis. Des exclus par principe, auxquels s'ajoutent des millions de « pauvres Blancs ». Cette pauvreté, sans doute moins grave que d'autres, est pourtant plus choquante dans la mesure où elle repose avant tout sur le racisme, dans la mesure aussi où elle sévit dans un pays qui, à la différence de beaucoup d'autres, a manifestement les moyens de donner une vie décente à tous ses citoyens.

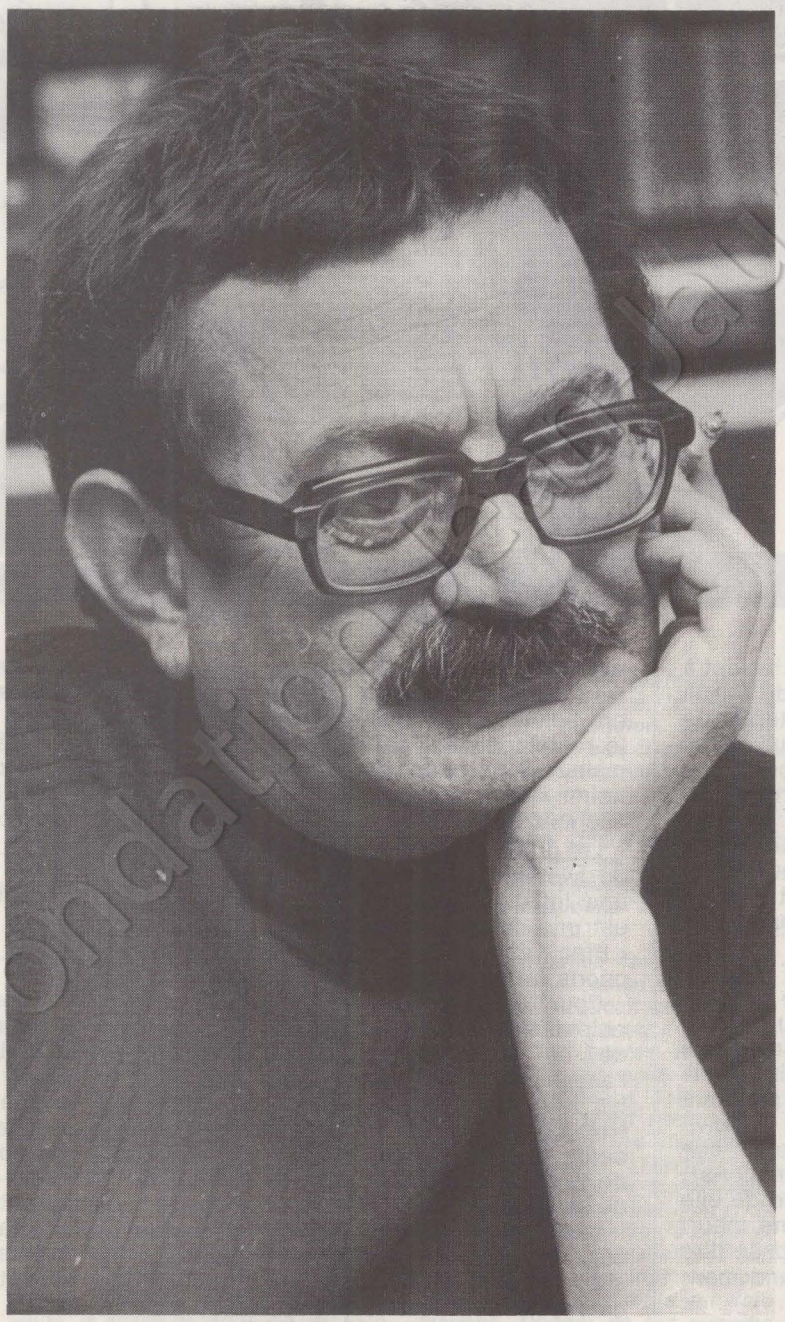
Pas voir tout en noir

Il serait faux de dire que je n'ai pas passé de merveilleux moments aux Etats-Unis. Il serait mensonger de dire que rien ne m'y attire, que rien ne m'y fascine. Ce voyage, toujours passionnant, m'a permis de mieux comprendre, de mieux sentir une société dont l'importance pour nous n'est — hélas ! — pas à démontrer. Il m'a surtout rappelé fort à propos qu'il ne fallait pas voir tout en noir et tomber, comme trop souvent dans le passé, dans un anti-américanisme primaire. N'est-ce pas là le fondement de la bonne vieille pensée dialectique ?

Nous avons beaucoup de choses à apprendre de la civilisation nord-américaine. Mais il me semble vraiment aberrant d'en faire un modèle pour peu que l'on se sente encore le moins du monde de gauche. Scandalisé par l'engouement dont elle jouit dans certains milieux, je n'ai pu qu'être amusé par cette phrase entendue dans la bouche d'un banquier français : « Je suis dégoûté par la vogue que connaissent les Etats-Unis parmi les gens de gauche. Il ne faut quand même pas exagérer. » C'est ce que l'on appelle, en général, un commentaire de personne autorisée.

FRANCIS PISANI

LA BILLEBAUDE DE FRANÇOIS MITTERRAND



PAR RENE FALLET

A la lecture des écrits politiques j'ai toujours, cela va de soi, préféré celle du catalogue de la « Manu » ancienne manière, qui fut le bastion d'une civilisation avant de la trahir et de se mettre au déplorable goût du jour. En d'autres temps, Jean-François Revel a réglé pour le compte... le compte du prétendu grand style du général. Un militaire capable d'écrire, cela se saurait. La grenouille Giscard, envieuse du bœuf Flaubert, éclate comme une groseille à maquereaux pour avoir commis une « Démocratie française » si plate qu'on peut la passer sous toutes les portes.

Le seul qui ait troublé le sommeil des potentats de la Cinquième

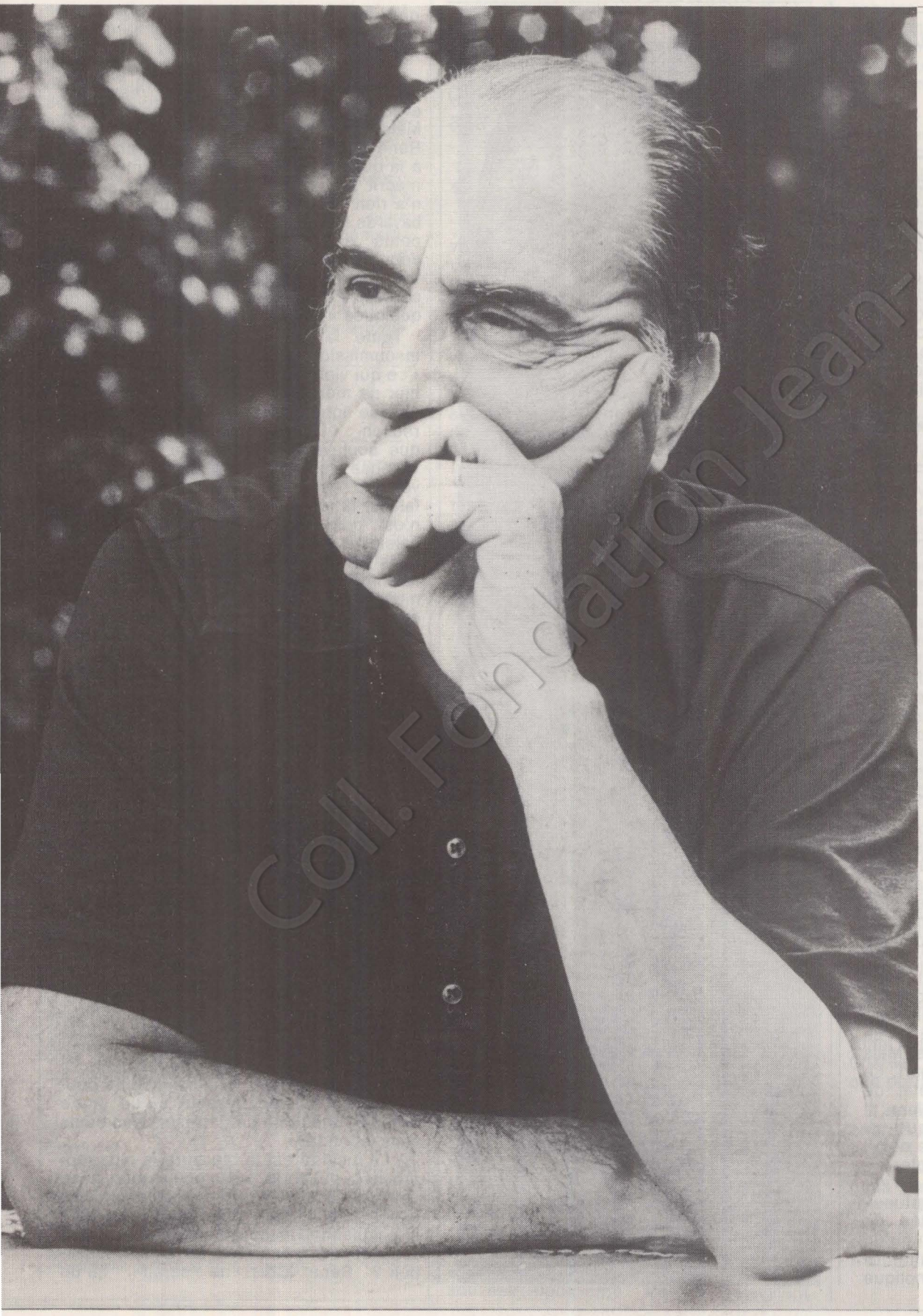
Socialiste, j'aurais pu suivre François Mitterrand dans tous les domaines, sauf celui de l'écriture s'il l'avait maniée avec une pelle. Ecrivain, c'est sur ce terrain que je le suis avec le plus de plaisir. J'appréciais l'homme politique, le seul qui ait troublé le sommeil des potentats de la Cinquième. Et c'est en le lisant que j'ai aimé l'homme, que j'ai trouvé, côté cœur, sa face cachée. Barre, qui mériterait d'être maigre tant il est sec, affirmait naguère, et pour les besoins de sa cause, que la gauche n'avait pas le monopole du cœur. De toute façon, nous ne saurons jamais rien du sien. Et c'est, qu'il le veuille ou non, et par définition, à gauche que l'on rencontre encore le moins d'égoïstes. Ce n'est pas la chaleur, le moindre charme de « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion), ce livre dont la chaleur et le charme rejoignent ceux qui faisaient déjà tout le prix de « la Paille et le grain » (Flammarion).

S'ils n'étaient les princes de l'entourloupe tous azimuts, et de la mauvaise foi érigée en programme de Blois et de gouvernement, l'homme Mitterrand devrait pour le moins désarmer ses ennemis, ne fût-ce qu'un court instant, ne fût-ce que l'espace d'une minute de silence et d'honnêteté. Mais ce serait trop espérer, et l'homme Mitterrand n'en demande certainement pas tant. Dans le fond, nous non plus. Qu'il nous suffise que « l'Abeille et l'architecte » soit.

C'est bien d'une billebaube — chasse au hasard — qu'il s'agit

On ne résume pas cet ouvrage comme on le ferait d'un roman. On ne peut disséquer la billebaude de François Mitterrand, puisque c'est bien d'une billebaude — chasse au hasard — qu'il s'agit durant quatre cents pages faites de réflexions et de rêveries. Sous le chapeau de celui que certains appellent François s'opère un curieux mélange de Chamfort et de Jules Renard, de Jaurès et de Francis Jammes. L'esprit de Mitterrand a un étrange don d'ubiquité qui en fait, à mon sens, la rareté et l'agrément. Un poil fermé aux analyses des situations politiques, un brin bouché à l'émeri quant aux problèmes de l'économie, je m'émerveille soudain de mon intelligence subite quand je me mets à comprendre ce que l'on me raconte sur ces sujets apparemment arides. Et je comprends surtout que le mérite en revient à l'auteur qui a su me les arroser sans me les noyer. Si vous êtes dans mon cas, entrez sans douleur dans « l'Abeille et l'architecte », ce n'est pas là qu'on vous fera une grosse tête, comme on dit dans les derniers bistrots de Paris.

Quand le premier secrétaire du P.s. se tait, c'est



pour laisser la parole à l'amoureux des arbres et des oiseaux, à l'admirateur de Saint-John Perse, à l'homme qui aurait aimé pêcher comme son père mais ne put se résoudre à accrocher l'asticot à l'hameçon. Puis apparaît le maire de Château-Chinon, qui arrête qu'on ne couvrira plus qu'en ardoise dans sa ville. Quand on parcourt l'Hexagone du parpaing et du béton, on ne peut que regretter amèrement que la France se soit donné un autre maire... Puis survient le touriste comme vous et moi, que troublent la nuit grecque ou l'eau des fontaines d'Apt. Puis surgit l'humoriste qui peint à la Hoggarth ce petit tableau de Giscard : « ... Comme si la France s'était arrêtée de vivre pour s'adorer elle-même en regardant dans son miroir l'image un peu jaunie d'un vieux jeune homme, cousin germain, on en jurerait, des petites filles modèles de Madame de Ségur. »

S'il se voulait secret, tant pis pour lui

C'est par ces pages et celles de « la Paille et le grain » que François Mitterrand est entré en littérature. S'il se voulait secret, tant pis pour lui. Après lecture, persiste et signe, nous le connaissons aussi bien que ses intimes. Et le déclarons bien attachant.

« Si on réfléchit, on ne s'envolera jamais », disait Anatole France. L'écrivain Mitterrand nous prouve ici qu'on peut faire les deux à la fois.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

RENE CHAR EST PEUT-ETRE UN CHAT...

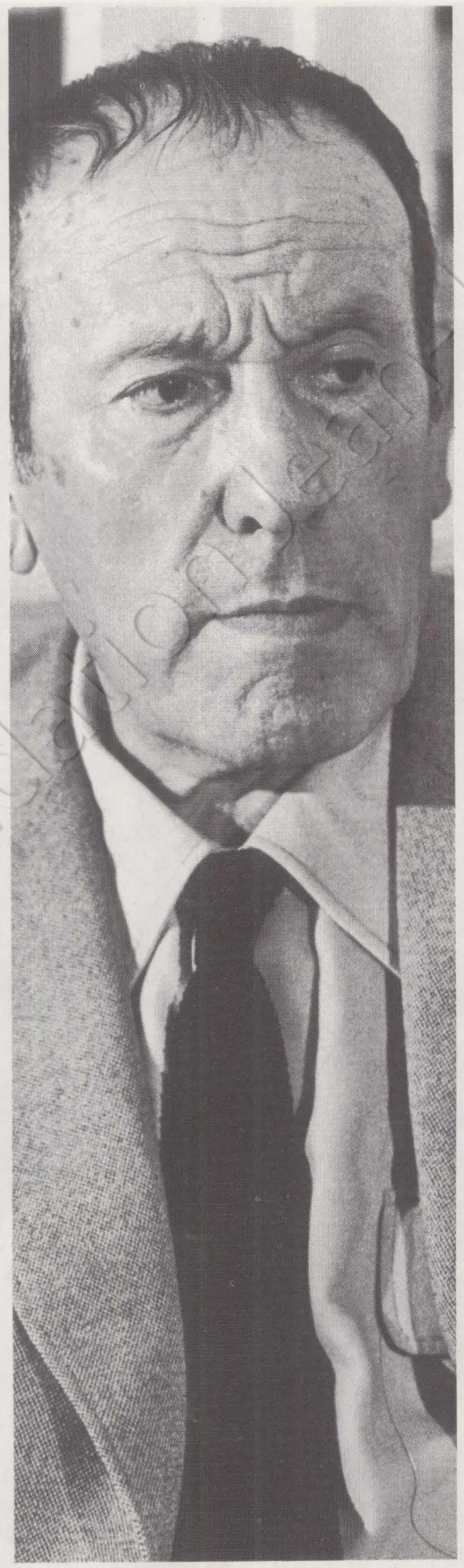
Le grand poète se remarque à la quantité de pages insignifiantes qu'il n'écrit pas

A flanc de soleil, en plein vent de Provence, sous le ciel du Luberon, un peu à l'écart de L'Isle-sur-Sorgue, une petite maison blanche veille sur un homme de grande taille. Un chien court. Une femme passe. Le caillou crisse. L'homme au regard brûlant est indispensable à certains, dont je suis. Parce que ses mots sont autant de contre-poisons, de contre-sépulcres, dirait-il. Parce qu'en ces temps enroués il parle clair et net. Parce qu'en une époque où la diarrhée verbale est devenue une épidémie planétaire cet homme ne dit que le nécessaire. René Char il se nomme.

Insoumission, refus, révolte

Le contraire d'un tricheur, d'un roublard, d'un trafiquant de littérature. Il ne parade pas, il ne se montre pas. Il se fait rare, même pour ses amis. Il finit par manquer... Mais il n'est jamais absent. Ne serait-ce qu'à travers ses livres (1), qui sont sources de vie. A-t-il été souffrant ? On ne l'apprend que longtemps après. Il n'en parle pas. Comme pour s'excuser par avance, il a écrit : « La souffrance connaît peu de mots. » Les poètes ne sont pas toujours pudiques et sont parfois terroristes. René Char est pudique et discret. Chacune de ses prises de parole n'en a que plus de force. Car l'important pour lui n'est pas de parfaire un beau masque à laisser à la postérité mais d'être au quotidien un homme parmi ses semblables : « Je parle pour les hommes de mon temps qu'on fait mourir comme jamais, et non hypothétiquement pour les hommes du lointain. »

Il en est tant qui jouent aux prophètes ! Présentant leur langue de bois comme l'architecture du monde de demain... René Char est autrement modeste : « La poésie est, je crois, infuse en tous. Mais elle réside bâillonnée chez la plupart. Le poète la découvre, la met en état de s'exprimer ; il est en premier **medium** ; il l'objective par ses soins, sa pratique : il devient alors **magnétiseur**. Ainsi ne doit-il pas se penser exceptionnel, s'excepter lui-même de la condition des autres. » Et Char de pester contre les présomptueux de service : « Une des curiosités de l'époque, c'est l'universel. Dès qu'un individu quelconque est consulté, il répond sans hésitation — ce qui implique qu'il est la science infuse —, même s'il est ignorant du sujet ou de la chose humaine dont il est question. »



Pourquoi écrire ? Sa réponse est fléche : « Nous n'avons qu'une ressource avec la mort : faire de l'art avant elle. » Mais l'écriture exclut les abus : pour René Char, « le grand poète se remarque à la quantité de pages insignifiantes qu'il n'écrit pas. » Bref, ne rien écrire si l'on n'a rien découvert. Vos gueules, stériles bavards ! Passez votre chemin, anciens, petits et nouveaux philosophes ! Je donne toutes vos compilations et toutes vos âneries suffisantes pour quelques phrases essentielles de René Char, pour quelques « découvertes ».

Toute la poésie de René Char est insoumission, refus et révolte. Pour lui, « ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égards ni patience ». Et chaque ligne de lui est un appel à l'insurrection : « La réalité ne peut être franchie que soulevée. » A la colère : « La vraie violence (qui est révolte) n'a pas de venin ». Au courage : « Juxtapose à la fatalité la résistance à la fatalité. » Ce qui n'est pas simple : « Il nous faut une haleine à casser des vitres. Et pourtant, il nous faut une haleine que nous puissions retenir longtemps. » Mais c'est le seul moyen pour « échapper à la honteuse contrainte du choix entre l'obéissance et la démence ». Ce qu'il dit ailleurs autrement : « La vie bousillée est à ressaisir. »

Réussirons-nous ? « Sommes-nous hors de nos gonds pour toujours ? » N'étant pas un marchand d'illusions, René Char se garde bien de répondre par une cascade de certitudes. Il préfère la lucidité : « Tout ce que nous accomplirons d'essentiel à partir d'aujourd'hui, nous l'accomplirons faute de mieux. Sans contentement ni désespoir. » Sa lucidité qui est fort gênante. Celle qui lui faisait écrire à l'aube de 1939 : « Glas d'un monde trop aimé ; j'entends les monstres qui piétinent sur une terre sans sourire. » Cette qui lui fit refuser, à la Libération, des honneurs pour le capitaine Alexandre (son nom au maquis) et dire : « Etre du bond. N'être pas du festin, son épilogue. » Celle qui l'amena à combattre l'installation des silos atomiques sur le plateau d'Albion : « A nos yeux, ce **site** vaut mieux que notre pain, car il ne peut être, lui, remplacé. » Celle au nom de laquelle il affirme aujourd'hui : « La science ne peut fournir à l'homme dévasté qu'un phare aveugle, une arme de détresse, des outils sans légende. »

« La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil. » Sommes-nous à ce point blessés, brûlés et aveuglés que tout espoir nous soit désormais interdit ? L'indignation, le soulèvement et la clairvoyance ne mèneraient-ils qu'au désespoir ? René Char ne serait-il qu'un

semeur d'angoisse sans issue ? Il s'est simplement toujours refusé à rentrer dans le rang des camelots vendeurs de quiétude, de sécurité et de prudence : « Nous devons surmonter notre rage et notre dégoût, nous devons les faire partager, afin d'élever et d'élargir notre action comme notre morale. » D'où cette exhortation : « Ah ! n'appréhende pas de renverser ta jeunesse. » D'où cette invite : « La liberté doit se montrer partout. » Et cette conviction : « Cette terre pour navire, dominée par le cancer, démembrée par la torture, cette offense va céder. » Et cet appel : « Ah ! si chacun, noble naturellement et délié autant qu'il se peut, soulevait la sienne montagne en mettant en péril son bien et ses entrailles... »

Deux phénix impossibles

Le présent a son azur : « Nous sommes forts. Toutes les forces sont liguées contre nous. Nous sommes vulnérables. Beaucoup moins que nos agresseurs qui, eux, s'ils ont le crime, n'ont pas le **second souffle.** » L'avenir se fait, malgré tout, tentant : « J'entrevois le jour où quelques hommes entreprendront sans ruse le voyage de l'énergie de l'univers. » En attendant, le poète reconnaît ses frères : « Merci simplement à un homme / S'il tient en échec le glas. »

Deux rais de lumière trouant l'ombre, en effet : l'amour, la liberté. Deux phénix impossibles à équarrir définitivement. Du premier René Char écrit : « Ne te courbe que pour aimer. Si tu meurs, aime encore. » De la seconde il constate : « La liberté naît, la nuit, n'importe où, dans le trou d'un mur, sur le passage des vents glacés. »

Les quelques jours de l'année où il vient à Paris, René Char s'installe dans une petite rue du septième arrondissement. Là, pendant des années, la veille de son arrivée, chaque fois un chat pointait son museau dans la cour ; hors les périodes de présence du poète, le chat n'était pas dans le quartier ; quand le chat se montrait, la concierge disait : « Tiens, M. Char va arriver demain. » Le chat ne s'est jamais trompé. René Char est peut-être un chat...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Une nouvelle édition, revue et augmentée, de « Commune Présence » paraît ces jours chez Gallimard. Dans le même temps, « le Nu perdu et autres poèmes, 1964-1975 » est publié par Gallimard, dans la collection de poche « Poésie » ; c'est le quatrième volume de René Char qui est édité dans cette série, après « Fureur et mystère », « les Matinaux » et « Recherche de la base et du sommet ».

LA MISE SUR ORBITE DE WERNER VON BRAUN

Comment l'inventeur des V2 devint le saint patron des astronautes

Voilà un homme qui savait naviguer ! Membre du parti nazi, protégé de Hitler, récupéré par la C.i.a., couvert d'or et de gloire par l'Amérique, il traversa, sans y laisser de plumes, un demi-siècle de guerres, chaude et froide. Son secret ? Il avait quelque chose à vendre. Quoi ? Pas si vite ! Montrez d'abord si vous avez de quoi payer. En 1944, il vous aurait fallu des marks. Un an après, des dollars. En 1978, l'intéressé, s'il vivait encore, réclamerait sans doute du franc suisse. Certainement pas français. Nos devises n'ont jamais tenté Wernher von Braun.

Jadis, pourtant, il faillit en recevoir « de force » quand les troupes alliées pénétrèrent en Allemagne. Caché dans les montagnes autrichiennes, avec son précieux secret, il constata en lisant le journal que son repaire dépendait de la zone française. Patatras ! Allait-il devoir mégoter avec nos minables sous-offs ! Des gens qui ne comprennent rien à rien, qui n'ont aucun sens des affaires, qui étaient fichus de le coller au trou, ou peut-être même au mur comme un vulgaire criminel de guerre ! Lui, le plus prestigieux cerveau de l'époque !

Heureusement, les G.i. n'étaient pas loin. Wernher leur envoya son frère, qui tomba sur un jeune lieutenant pas très futé (un militaire, que voulez-vous ?), et le somma d'alerter illico les services de renseignements. Ces derniers se précipitèrent, entonnèrent un chant de grâce et emmenèrent outre-Atlantique notre von Braun et son secret.

En place pour la guerre froide

Ouf ! La civilisation occidentale l'avait échappé belle. Imaginez un instant que les Soviétiques aient tiré le gros lot ! Déjà, leurs chasseurs de têtes comptaient leurs prises par dizaines. Ils avaient embarqué Kurt Debus, l'adjoint de von Braun. Mais, s'ils avaient la quantité, nous (c'est-à-dire l'Amérique) tenions la qualité. La partie semblait donc égale. En place pour la guerre froide !

Car, vous l'avez deviné, le secret en question avait fait ses preuves dans le feu et le sang. Les Anglais en gardaient un souvenir épouvanté. Mais ils n'avaient pas les moyens de s'offrir, en guide de dédommagement, le père des bombes volantes qui avaient presque rasé Londres. Quant à le châtier, vous n'y pensez pas ! On avait trop besoin de ses services.

D'ailleurs, regardez-le (F.r. 3, le dimanche 8 octobre, à 20 h 30), il respire l'innocence. Interrogé sur son appartenance au parti nazi, il déclare : « Quand on occupe des fonctions importantes, c'est un handicap que de refuser certaines facilités. » N'a-t-il aucun remord de s'être spécialisé dans le massacre des populations civiles ? Absolument aucun. « Lorsque le pays est en guerre, chacun fait son devoir de soldat. » Mais se plier ainsi aux ordres de Hitler, devancer ses désirs... « Si j'échouais, je me retrouvais sur le front de l'Est », explique-t-il candidement.

La svastika perce sous l'auréole

Vous voyez, il aime la vie, cet homme ; il ne consent à la détruire qu'à distance, en pressant sur un bouton ! En professionnel scrupuleux, il regrette ses insuccès du début. En 1940, le Führer, déçu par les résultats, menaça de lui couper les crédits. En 1943, la R.a.f. faillit anéantir les rampes de lancement de Peenemünde. Tout autre que Wernher se serait découragé. Lui, fort de sa juste cause et de ses calculs plus justes encore, poursuivit sereinement son chemin vers des lendemains qui allaient flamber.

Cette obstination survécut à la chute du IIIe Reich, pour triompher des réticences du Congrès américain. En lançant le premier spoutnik en 1957, les Russes apportèrent involontairement leur appui aux gigantesques projets de l'inventeur. Sacré roi de Cap Canaveral, il ne mit que dix ans à rattraper et à dépasser ses rivaux, envoyant dans la Lune les deux astronautes d'Apollo-XI. Son exploit accompli, il savourait les joies d'une retraite bien gagnée, quand, en 1977, un cancer l'expédia au paradis des chevaliers teutoniques. « L'infiniment petit avait eu raison du conquérant qui venait d'ouvrir à l'homme les routes de l'espace infini », psalmodie gravement Jean-Michel Charlier, réalisateur de cet hagiographique portrait.

Il en faudrait davantage pour nous arracher une larme. Les lauriers de Wernher sentent le roussi, son apothéose a du plomb dans l'aile et la svastika perce sous son auréole. « Mais il a réalisé ses rêves d'enfant », nous dit-on. Certes, mais à quel prix ! Gentils écoliers qui rêvez d'atteindre la Lune, de grâce, n'empruntez pas de tels détours !

GABRIELLE ROLIN

au risque de vous plaire

disques

Chansons du monde entier

**** Michel Buzzi : Et si demain... (R.c.a. P.I. 37 138).***

Un jeune Suisse un peu oublié. Très influencé par Joan Baez et Bob Dylan, le blue grass et le folk, il n'en a pas moins trouvé un ton personnel. Ainsi commença un certain Le Forestier.

**** Lagrima : Nacimiento (Hexagone 883 013, distribution W.e.a. Filipacchi-Music).***

Des musiciens venus d'horizons différents (classique ou jazz, rock ou folk, pop ou tango) se sont réunis pour donner un nouveau souffle au folklore argentin. Ils ont choisi un nom de groupe, Lagrima, qui veut dire « larme » et qui en dit long sur leur attitude face à la situation politique actuelle de l'Argentine.

**** Edith Butler : Je vous aime, ma vie recommence (Gamma 78 520, distribution S.f.p.p.).***

« La » chanteuse de l'Acadie. Elle a toutes les chances : elle est belle, elle chante bien, sa langue est savoureuse. Et tous les talents : avant d'être chanteuse, elle a été ethnographe, sculpteur, conteuse et musicienne. On aimerait bien la voir sur une scène française un de ces jours.

**** Fabienne Thibeault : Au doux milieu de nous (Kébec-disc K.d.l. 6452, distribution R.c.a.).***

La « petite dernière » de la chanson québécoise interprète Vigneault. C'est pour elle un beau galop d'essai et pour nous un plaisir indéniable.

**** Bob Dylan : Street Legal (C.b.s. 86 067).***

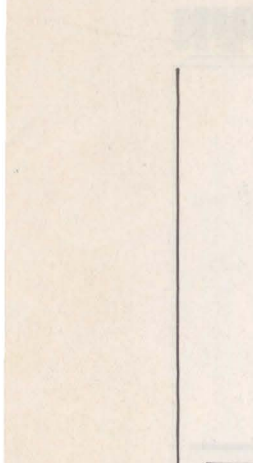
Du meilleur Dylan : parfois poignant, souvent ambigu, toujours un peu provocant. Le simple narrateur y côtoie le parolier vaguement surréaliste. Un cocktail qui ne peut que plaire aux « dylanystes » — ou « dylanophiles », comment dit-on ?

**** Zacchary Richard : Mardi gras (Polydor 2473 087).***

Un cajun, un chanteur de la Louisiane. Il a arrangé des airs traditionnels, mais il signe aussi des paroles et des compositions. Sur les ondes, on n'entend que « Travailler c'est trop dur », mais jamais « Ma Louisiane » ni « Viens don' 'vec moi ».

**** Barbra Streisand : Songbird (C.b.s. 86 060).***

De sa voix sensuelle, elle « croone » un peu, beaucoup, à la folie. Sait-elle faire autre chose ? « Hello Dolly » semble bien loin.



Michel Buzzi.



Paul Piché.



Fabienne Thibeault.



Barbra Streisand, vue par Solo.

On en a fait une star pour des raisons de business. Mais elle n'arrive pas encore à la cheville de Judy Garland.

**** Paul Piché : A qui appartient l'beau temps ? (l'Escargot Esc 378, distribution C.b.s.).***

Voilà le « monsieur » qui prendra la relève de Leclerc et de Vigneault. Truculent comme tous les Québécois, il regarde aussi un peu plus loin que les frontières du Québec. Il faudra en reparler.

Musique du XIXe siècle

*** Richard Strauss : « Quatre Derniers Lieder/Don Juan » - Montserrat Caballé (soprano) - Orchestre philharmonique de Strasbourg, direction Alain Lombard. Un disque Erato, Stu 71084.**

Quand Furtwangler dirige Don Juan (avec l'Orchestre philharmonique de Vienne, disque Emi/Vsm) il y a une passion, un humour, un lyrisme que ne traduit pas Lombard. De même dans les « Quatre Derniers Lieder », si beaux et si intenses dans leur sérénité, Elisabeth Schwarzkopf (orchestre de Radio-Berlin, direction Georges Szell, disque Emi/Vsm) atteint à un sublime que Caballé ignore. Ce disque n'est pas sans qualité, mais il y a tellement meilleur. Alors ?

*** Robert Schumann : « Genoveva » - Dietrich Fischer/Dieskau (baryto), Edda Moser (soprano), Peter Schreier (ténor), Siegfried Lorezn (batyron), Gisela Schroeter (mezzo soprano), Siegfrid Vogel (basse) - Leipzig Gewandhaus Orchestra. Chœurs de la radio de Berlin, chef Wolf Dieter Hauschild, direction Kurt Mazur. Un coffret de trois disques Emi-Vsm 2C 167 02914/6.**



Montserrat Caballé et Alain Lombard.

Cet opéra de Schumann s'inscrit dans le grand rêve allemand de l'opéra (allemand) qui aboutit à Wagner (pas très loin ici). Dans cet opéra doux et un peu fou, comme dans ceux de Schubert, il n'y a pas de ces vertus théâtrales qui assurent le succès de l'opéra habituel. On y sent comme un sentiment prémonitoire, comme si le musicien savait à l'avance ne pas pouvoir parvenir à réussir pleinement ce genre. Or, tout cela ne repose-t-il pas sur une seule conception de l'art lyrique ? Les beautés de « Genoveva » prouvent, s'il le fallait, le pluralisme de l'art lyrique.

CLAUDE GLAYMAN

à ne pas manquer

Chants du monde

La maison de disques le Chant du monde possédait déjà à son catalogue une collection sans rivale, « le Nouveau Chansonnier international », à travers laquelle nous avons appris à connaître des chanteurs libanais, sud-américains, russes, kabyles, portugais, cajuns, etc. Elle vient d'y ajouter deux séries exceptionnelles.

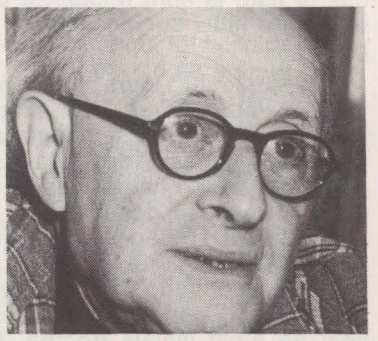
D'une part, la collection « Traditions musicales des cinq continents » qui, avec l'aide d'une équipe de cent soixante-cinq chercheurs du C.n.r.s., permet au public d'accéder aux travaux de collectage des ethno-musicologues du musée de l'Homme ; quatre disques sont déjà disponibles : « Flûtes du Rajasthan, Inde » (le Chant du monde, LDX 74645), « Polyphonies des Dorzé, Ethiopie » (LDX 74646), « Polyphonies des îles Salomon, Océanie » (LDX 74663) et « Ladakh, musique de monastère et de village, Inde » (LDX 74662).

D'autre part, « l'Anthologie de la musique traditionnelle française », où trois enregistrements ont déjà été réalisés : « Musiques traditionnelles des pays de France » (Chant du monde, LDX 74516), « Violoneux et chanteurs traditionnels en Auvergne » (LDX 74635) et « Musique traditionnelle du Berry » (LDX 74653).

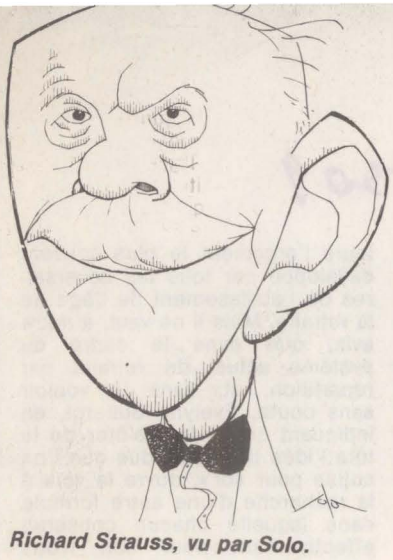
De leur côté, les disques Arion ont pris le risque de lancer une collection « Festival des arts traditionnels », en collaboration avec la maison de la culture de Rennes, qui organise chaque année ledit festival. Quatre productions ont déjà été ainsi assurées : « Chants et danses des îles Féroé » (Arion, ARN 33419), « Damal Krisha Pattamal : le chant de Raga, Inde » (ARN 33425), « le Bereju de Colombie » (ARN 33428) et « Uma Sharma : la danse de Kathak, Inde ».

Jean Wiener par lui-même

Qui dira un jour l'importance de Jean Wiener dans la musique au XXe siècle ? Combien lui doivent d'être devenus musiciens ou mélomanes ? Sans le savoir, peut-être... Simplement parce qu'ils auront écouté une musique de lui au cinéma (il a « musiqué » plus de trois cent cinquante films), au théâtre ou à la télévision (il a improvisé sur toutes les



« Histoires sans paroles »). Il y a aussi les privilégiés plus avertis qui sont allés aux concerts où Jean Wierner jouait ou à ceux qu'il organisait : il a influencé leur goût. Il a introduit le jazz en France et l'a fait exploser au fameux « Bœuf sur le toit » ; il l'a fait accepter dans les Concerts Jean Wiener, où les blues et les rag-times voisinaient avec les œuvres de Milhaud, Stravinsky, Debussy, Poulenc, Satie et Schönberg. il a parcouru le



Richard Strauss, vu par Solo.



POESIE

**** Robert Vivier : S'étonner d'être (Flammarion).***

Sous une facture classique (strophes, rimes), ce poète cache des tourmentes : des chocs de mots et des questions en enfilade. Pour lecteur du type rôdeur : une écriture qui demande plusieurs visites.

**** Bo Carpelan, Georg Johannesen et Lars Noren : Vivre en dépit des jours (François Maspero).***

Carpelan : poète finlandais de langue suédoise. Johannesen : poète norvégien. Noren : poète suédois. Un recueil collectif pour faire une première incursion au royaume de la poésie nordique.

**** Yannis Ritsos : Monemvassia (François Maspero).***

La plus belle voix qui se soit levée au bord de la Méditerranée depuis des siècles. Trente-sept poèmes inédits de l'auteur de « Grécité » : ils n'ont pas encore été publiés à Athènes.

HISTOIRE

**** Paul Faure : la Vie quotidienne des colons grecs de la mer Noire à l'Atlantique au siècle de Pythagore, VIe siècle avant J.-C. (Hachette).***

C'est l'époque où les Grecs élaborent les lois de la démocratie et apprennent à maîtriser les mathématiques. C'est le moment où naît notre civilisation occidentale.

**** Heinrich Himmler : Discours secrets (Gallimard, collection « Témoins »).***

Le vrai visage du nazisme : tous ces discours ont été prononcés devant un nombre réduit de dignitaires du régime. Ils ne sont donc pas « maquillés » par de bons sentiments hypocrites destinés à séduire l'opinion. Ils constituent un des dossiers les plus accablants qui soient contre le fascisme.

**** Georges Castellan : Une cité provençale dans la Révolution (Flammarion).***

La ville de Vence durant l'année 1790 : comment les « principes » de la Révolution y ont été peu à peu appliqués ; comment la province est passée de l'Ancien Régime à la France moderne.

monde avec son complice Clément Doucet : sur leurs deux pianos, ils ont joué aussi bien Gershwin que Mozart et Chabrier.

Il est évident que ces cocktails détonants, ces « concerts salades » — comme les appelle Jean Wiener —, ont beaucoup contribué à décloisonner la musique. Grâce à Wiener, il paraît tout à fait naturel, aujourd'hui, d'aimer à la fois Bach et les Beatles. Mais Jean Wiener sait-il que nous lui devons tout cela ?

Dans « Allegro appassionato », le livre qu'il vient de publier chez Belfond, il raconte sa vie avec une étonnante modestie, comme s'il n'avait rien fait d'extraordinaire, comme s'il devait tout aux autres... Décidément, cet homme merveilleux nous étonnera toujours.

J.-P. L.

Schubert toujours

Une intégrale des pièces pour violon et piano de Schubert est donnée par Nell et Ivar Gotkovsky les 2 et 9 octobre au théâtre du Ranelagh (Paris 16e). Il est plutôt rare d'entendre ces œuvres de Schubert, qui dissimulent de réels trésors comme Schubert en avait le secret. Nous avions ici remarqué l'un des premiers disques des Gotkovsky, consacré à ces partitions (cf. « l'Unité » du 27 janvier 1978). R.c.a. — leur éditeur — vient de publier en offre spéciale cette même intégrale (R.I. 37129). C'est donc à une redécouverte que nous sommes doublement conviés.

Puisque pour notre plaisir Schubert il y a, il faut conseiller une récente et nouvelle version de l'« Octuor » de Schubert dans une version tout à fait admirable par l'Ensemble de chambre de l'Academy of Saint-Martin-in-the-Fields (disques Philips 9500 400).

CLAUDE GLAYMAN



vendredi 6 octobre

T.f. 1

« Mireille », l'opéra de Charles Gounod tel qu'il triompha au festival de Carpentras (20 h 30).

Magazine Expressions : du Vatican à Israël, en passant par la Finlande, un enrichissant voyage en zigzag (22 h 40).

A. 2

L'amour, toujours l'amour : sept romanciers confient à Bernard Pivot les élans du cœur qui guident leur plume (21 h 30).

« Les Fraises sauvages » : Ingmar Bergman sonde les rêves et les regrets d'un vieux monsieur en voyage (22 h 50).

F.r. 3

Vivre ailleurs : Pierre Dumayet dresse le bilan de la décentralisation, à Lannion, à Toulouse et à Lyon (20 h 30).

Musique en Aquitaine (21 h 30).

samedi 7 octobre

A. 2

« Marthe, dix-neuf ans en 1918 » : portrait d'une pionnière de la libération féminine (20 h 30).

F.r. 3

« Le Tumulte d'Amboise » : quand Catherine de Médicis tire les ficelles de la conjuration (20 h 30).

dimanche 8 octobre

T.f. 1

« La Poursuite impitoyable » : Marlon Brando et Jane Fonda en butte aux lyncheurs du Texas (20 h 30).

Concert Beethoven (22 h 45).

A. 2

Antonin Artaud, le visage : rediffusion d'un hommage au poète-prophète maudit (21 h 30).

F.r. 3

Wernher von Braun, un nazi au-dessus de tout soupçon (20 h 30). Lire notre article p. 29.

Méliès, pèlerinage aux sources du cinéma (21 h 30).

« Pandora » : Ava Gardner envoûtée par le vaisseau fantôme (22 h 30).

lundi 9 octobre

T.f. 1

« L'Espion qui venait du froid » : Richard Burton, faux traître et vrai héros, victime des services secrets britanniques (20 h 30).

A. 2

Cartes sur table : François Mitterrand (21 h 35).

L'Europe des pouvoirs : un diagnostic dressé par Raymond Aron (22 h 35).

mardi 10 octobre

T.f. 1

De Fantasia à Disneyland, les dernières créations de Walt Disney (20 h 30).

Les hommes du Nord : Paul-Emile Victor chez ses amis esquimaux (21 h 30).

A. 2

« Les Bonnes Causes », film de Christian-Jaque pour amorcer un débat sur le métier d'avocat (20 h 30).

mercredi 11 octobre

T.f. 1

« Aurélien » : deux cœurs en peine qui jouent à « Je t'aime, moi non plus » (20 h 30). Voir n° 308, p. 31.

Louis Leprince-Ringuet nous révèle comment on devient chercheur et nous présente ses violons d'Ingres (22 h 20).

A. 2

Mi-fugue, mi-raison : entre le passé et l'avenir, des jeunes s'interrogent (20 h 30).

Des allergies par milliers : Pierre Desgraupes face aux mystères du corps humain (22 h 20).

F.r. 3

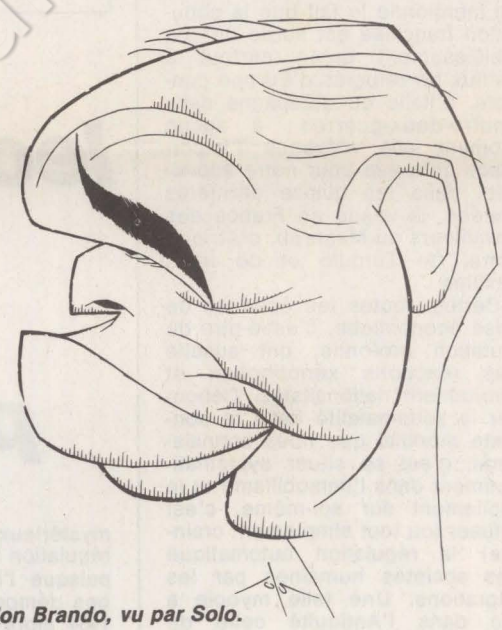
« La Grande Guerre » : film italien sur les prouesses de deux embusqués d'élite, Alberto Sordi et Vittorio Gassman (20 h 30).

jeudi 12 octobre

T.f. 1

« Allegra » : quatrième épisode. Lire notre critique dans « l'Unité » n° 305, p. 22.

L'Evénement : magazine d'actualité (21 h 30).



Marlon Brando, vu par Solo.

A. 2

Jean Lacouture, invité du jour (15 h 55).

L'affaire Prince : après le suicide de Stavisky, un magistrat, le conseiller Prince, meurt mystérieusement. Pierre Bellemare veut faire la lumière avec les téléspectateurs (20 h 35).

F.r. 3

« Le Piège », film de John Huston : en volant des diamants, Paul Newman se trouve impliqué dans une sombre affaire d'espionnage (20 h 30).

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21. av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

L'unité n° 309

Natalité : les chiffres et l'idéologie

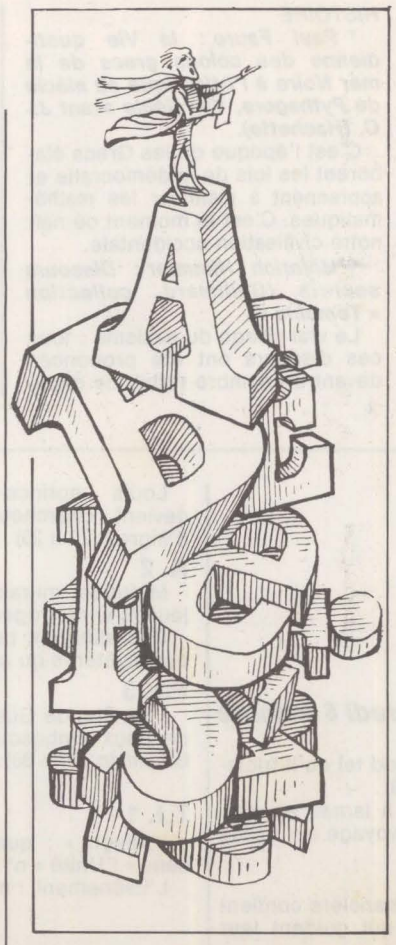
Aucune science n'est idéologiquement neutre. La démographie pas davantage que les autres. Le rapport présenté par Eveline Sullerot devant le Conseil économique et social sur la situation démographique de la France permet d'en juger. Il n'est pas, en effet, simplement la description d'une situation — toute description suppose d'ailleurs un choix d'objets —, il est aussi le sujet d'un discours de son auteur elle-même qui va bien au-delà de la « vérité des chiffres ».

A la lecture des réponses d'Evelyne Sullerot à « l'Unité » (n° 306), une première réaction s'impose : Evelyne Sullerot raisonne dans un cadre étroitement « hexagonal ». Ce n'est pas, en effet, le moindre des paradoxes que d'entendre quotidiennement évoquer les menaces qui pèsent contre l'espèce humaine à cause de la démographie galopante des pays du tiers monde et de s'alarmer, au même moment, de la sous-natalité du peuple français. A aucun moment Evelyne Sullerot ne mentionne le fait que la population française est sortie de son vieillissement grâce surtout à l'afflux de réfugiés d'Europe centrale, d'Italie ou d'Espagne dans l'entre-deux-guerres ; à aucun moment elle n'évoque l'importance qu'a eue pour notre économie, dans les quinze dernières années, la venue en France des travailleurs du Maghreb, d'Afrique noire, de Turquie et de leurs familles.

Certes, toutes les époques de crise économique, c'est-à-dire de mutation profonde, ont suscité des réactions xénophobes et étroitement nationalistes. Dénoncer la sous-natalité dans le contexte mondial que nous connaissons, c'est se situer systématiquement dans l'immobilisme et le repliement sur soi-même, c'est refuser (ou tout simplement craindre) la régulation automatique des sociétés humaines par les migrations. Une telle myopie a été dans l'Antiquité celle de Sparte, puis de Rome. Enfin, plus près de nous, ce fut, ne l'oublions pas, celle des régimes totalitaires : Italie mussolinienne et Allemagne nazie. Le refus de voir hors de ses frontières n'est, en réalité, qu'un déplacement symbolique : le groupe n'accepte que de se reproduire seul, sans apport extérieur, par peur des différences à un moment précisément où les valeurs culturelles en même temps que l'hégémonie de l'Europe sont remises en cause.

La crise conduit les sociétés qui se laissent aller au poids de l'idéologie dominante (c'est-à-dire qui s'abandonnent aux fantasmes les plus élémentaires de peur) au nationalisme, au racisme, au sexisme.

Evelyne Sullerot invoque la soumission au conformisme pour expliquer la crainte du troisième enfant, salvateur de la race. Sans doute conviendrait-il davantage de constater que la civilisation urbaine, fruit dans nos sociétés du capitalisme sauvage, est antinataliste. Notre auteur trouve



nos lecteurs ont la parole

mystérieux les phénomènes de régulation interne de la population puisque l'inversement des courbes démographiques se situe en 1964 alors que, dit-elle, la crise était alors imprévisible. Faire appel au mystère comme moyen d'explication, c'est d'abord oublier les difficultés économiques et sociales des années 1963-1967, c'est surtout négliger un élément fondamental sur le plan de la démographie française : le milieu de cette décennie a été marqué par la fin de l'exode rural. En ville, on a moins d'enfants parce que moins d'espace, moins de temps, moins d'argent. Plus que de conformisme, il faudrait parler de l'angoisse des femmes qui travaillent et dont les enfants errent dans les cités, la clef pendue autour du cou ; des migrations du travail sur l'ensemble du territoire qui séparent les familles et privent les enfants des grands-parents ; des logements trop étroits et mal insonorisés. Est-ce par conformisme ou plus simplement par nécessité vitale qu'au-delà du deuxième enfant naît l'insécurité du couple ?

Où est la politique dans tout cela ? Et notre volonté de changer la société ?

Certes, la production présuppose la reproduction et le capitalisme la fuite en avant. On fabrique alors des écoles, puis des enfants pour les remplir. Il en est ainsi à l'intérieur d'un système productiviste, patriarcal et chauvin. Sûrement pas dans une société que nous voulons socialiste.

(FRANÇOISE GASPARD
membre du bureau exécutif
du P.s.)

Producteurs et consommateurs

« L'Unité » a ouvert, dans son numéro 306, un débat sur la démographie et la baisse de la natalité, en donnant tout d'abord la parole à notre camarade Evelyne Sullerot.

C'est là une heureuse initiative : le rapport présenté par Evelyne Sullerot au Conseil économique et social a, en effet, un grand retentissement dans les médias progouvernementaux, qui, dans une large mesure, n'ont voulu retenir que les passages du rapport qui comportaient la thèse des « natalistes » du style Debré.

Evelyne Sullerot a pu ainsi rectifier la position. Mais, sans rechercher ici les raisons de la baisse de natalité enregistrée non seulement en France mais dans tous les pays industrialisés, il convient d'examiner les arguments par quoi notre camarade justifie sa position personnelle.

Il apparaît que sa principale préoccupation tient au fait que le « vieillissement » de la population, consécutif à la baisse de la natalité, aura pour conséquence que les « actifs » de plus de quarante-cinq ans deviendront plus nombreux que ceux de moins de quarante-cinq ans, et que l'on aura alors à redouter « moins de mobilité sociale, moins de dynamisme, plus de conservatisme ».

Le vieillissement mettra, d'autre part, à la charge d'un nombre de plus en plus réduit d'actifs le paiement des pensions à un nombre de plus en plus grand de retraités. Allant plus loin — et cette partie du rapport, séparée de son contexte, a été largement diffusée —, Evelyne Sullerot tend à démontrer que la baisse de la natalité, loin de réduire le chômage, ne pourra que l'augmenter...

Il nous paraît étonnant que l'on puisse imputer aux travailleurs de plus de quarante-cinq ans moins de mobilité et moins de dynamisme qu'aux travailleurs plus jeunes. Dire n'est pas prouver, et le propos de notre camarade tend à nier la valeur de l'expérience et de la maturité d'esprit. En réalité, la rapidité avec laquelle progressent, dans presque toutes les branches, la technique et la technologie rend et rendra de plus en plus indispensable, même pour les moins de trente ans, un recyclage permanent. Mais l'expérience acquise n'est pas pour autant à dédaigner.

L'argument est **a priori** plus valable en ce qui concerne l'alourdissement de la charge supportée par les « actifs » du fait de l'augmentation relative du nombre de retraités. C'est d'ailleurs l'argument le plus souvent développé par tous les adversaires de l'abaissement de l'âge de la retraite. Mais il ne vaut, à notre avis, que dans le cadre du système actuel de retraite par répartition, et, sans le vouloir sans doute, Evelyne Sullerot, en indiquant qu'« il faut s'ôter de la tête l'idée très répandue que l'on cotise pour soi », ouvre la voie à la recherche d'une autre formule dans laquelle chacun cotiserait effectivement pour soi. Nous avons là-dessus des idées assez précises, mais nous pensons que le P.s. doit entreprendre, en liaison avec les syndicats, la recherche d'une formule dans laquelle la retraite se constituerait, pendant toute la période d'activité, par des prélèvements obligatoires proportionnels aux salaires (avec, en corollaire, des versements des employeurs). Les fonds ainsi « épargnés » étant capitalisés (avec intérêts) et indexés, pour n'être rendus disponibles, sous forme de capital ou de rentes indexées, qu'au jour de la retraite.

Le troisième argument — sciemment déformé par les médias : la baisse de la natalité accroîtra le chômage — est, à première vue, assez incompréhensible. Evelyne Sullerot nous pardonnera de ne pas considérer comme démonstratifs les deux exemples qu'elle donne et qui sont trop particuliers (pour autant, d'ailleurs, qu'ils soient spécifiquement valables). Sans être sociologue, il suffit de savoir « raison garder » pour penser que chaque citoyen a la double vocation de producteur et de consommateur. Et que ses potentialités de « producteur », en raison des progrès incessants de la technique, s'accroissent fortement et de plus en plus vite, alors qu'en dépit des gadgets qu'on lui propose et qui, le plus souvent, ne correspondent qu'à un mieux-être très relatif, et que — en dépit d'un gaspillage qui se généralise — le citoyen, en tant que consommateur, voit ses besoins s'accroître beaucoup plus lentement. Le déséquilibre entre ce que chacun pourra produire et ce que chacun pourra consommer ne fera, de toute évidence, que s'accentuer. On voit mal, dans ces conditions, comment une surnatalité permettrait de rétablir l'équilibre consommation-production...

(MAURICE RAUSCHER
06160 Juan-les-Pins)

Une famille de six enfants

J'ai lu avec attention dans « l'Unité » n° 306 l'interview d'Evelyne Sullerot et votre introduction invitant les lecteurs à s'exprimer. J'espère, selon vos souhaits, parler sans démagogie.

Pour que tout soit clair, je dirai que j'ai cinquante-sept ans, que je travaille dans un établissement public, que je suis cadre supérieur, et que j'ai six enfants qui s'échelonnent de quatorze à vingt-huit ans.

Mon observation est la suivante. Tout le monde, et c'est normal, s'inquiète de la dénatalité. Chacun cherche comment inciter les

couples français à avoir un troisième enfant. Le seul ennui, c'est que, une fois les enfants nés, la collectivité les oublie assez vite ; comme s'il était évident que des parents normalement constitués ne se sépareraient plus de leur progéniture après l'avoir mise au monde.

Certes, si par malheur l'enfant naît dans une famille aux ressources exiguës, ses parents reçoivent quelques allocations spéciales de logement ou de rentrée scolaire, qui n'empêchent pas leurs bénéficiaires de vivre entassés dans l'inconfort et dans l'insécurité. Les pensées de chacun se tournent naturellement vers l'âge de seize ans, à partir duquel le jeune peut n'être plus une charge, mais un apport de revenus bien nécessaire.

A ce stade, il est facile de reconnaître que les classes défavorisées, dotées de nombreux enfants, sont invitées à entretenir un pourcentage de prolétaires sans lequel l'économie libérale ne pourrait plus faire le bonheur des nantis.

J'en viens alors au cas de familles nombreuses, issues de milieux plus aisés, car le père dispose d'un salaire très convenable. Je précise que je suis dans ce cas. Je vais parler à la première personne, non pour me faire passer pour un héros, mais pour que mes remarques soient plus directes, en sachant fort bien que nombreux sont mes compatriotes qui se reconnaîtraient dans mes propos.

L'ambition normale d'un père de famille me paraît être de rendre ses enfants heureux, c'est-à-dire de leur donner les moyens d'épanouir leur personnalité et, plus tard, de leur permettre d'exercer une profession qui les satisfasse au mieux de leurs aspirations.

Cela veut dire que les enfants se sentent bien chez eux, c'est-à-dire ne vivent pas trop entassés (d'où un appartement plus grand et donc plus cher que pour une famille réduite en nombre), soient suivis dans leurs études primaires et secondaires (comme je n'ai pas six enfants géniaux, cela veut dire que j'ai été et suis contraint, pour certains d'entre eux, de les faire entrer dans des établissements privés, l'enseignement public ne voulant provisoirement plus s'en occuper), soient soutenus dans l'enseignement supérieur (au moment où les allocations familiales sont supprimées, au moment où il faut avoir été solidement armé pour être capable de résister aux appels de la société de consommation très axée sur les merveilleux consommateurs que sont les jeunes), aient la possibilité de vivre chez eux, dans leur famille (c'est-à-dire d'y recevoir leurs amis, y compris et surtout à l'improviste, en dépit de toutes les charges supplémentaires que cela entraîne). Et je n'en dis pas plus ici.

Avec ma femme, nous essayons d'être attentifs à nos enfants et d'avoir une maison ouverte. Quoi de plus banal ! Je vous l'ai dit : innombrables sont et voudraient être les parents de familles nombreuses pour qui une telle attitude paraît naturelle.

Or, la collectivité, depuis quelques années, pour que nos enfants grandissent, ne s'intéresse plus à nous. Il en résulte des fins de mois difficiles et d'interminables dialogues avec mon banquier pour lui faire comprendre qu'il m'est difficile d'avoir un compte en banque qui corresponde à mes charges.

Bien sûr, il y a le quotient familial ; mais vous savez ce qu'il représente avec le non-relèvement des tranches d'impôts. C'est une aumône.

Ma lettre n'est pas une plainte. Nos six enfants, nous sommes prêts à les soutenir. Mais que personne ne vienne nous dire que la collectivité a le souci des familles nombreuses... au-delà de la mise en travail des jeunes à seize ans, quand le chômage ne l'interdit pas !

Sans amertume, mais avec force, je pense qu'il n'est ni inutile ni démagogique d'évoquer le cas des familles nombreuses dont le père est un cadre dit « aisé ».

(HENRY DE MONTVALON
92200 Neuilly-sur-Seine)

La semaine prochaine "l'Unité"...

LE 13 octobre, c'est vendredi prochain. Et c'est vendredi prochain que démarre la grande campagne de relance de « l'Unité » que nous avons annoncée la semaine dernière.

Une campagne de relance, c'est d'abord un effort exceptionnel, que nous allons prolonger sur deux mois, pour amener à ce journal plusieurs milliers de nouveaux lecteurs et surtout de nouveaux abonnés. Une campagne à laquelle nous vous demanderons de participer et qui s'accompagnera, pour chacune et chacun de ceux qui répondront à notre appel, d'une heureuse surprise que nous dévoilerons la semaine prochaine.

Mais une campagne de relance se fonde aussi sur un contenu renouvelé du journal lui-même.

Nous avons déjà exprimé notre volonté d'ouvrir davantage encore les colonnes de « l'Unité » aux grands débats intéressant tous ceux — et au premier chef les militants et les sympathisants du Parti socialiste — qui se préoccupent de l'avenir de la gauche et du socialisme dans notre pays... Débats concernant directement le P.s., sa démocratie interne ou sa ligne politique — nous avons commencé et nous continuerons ; débats sur les grands thèmes qui se rattachent à l'élaboration du projet socialiste — du type de celui que nous poursuivons avec le problème du troisième enfant et dont nous mesurons, aux lettres que nous recevons, l'intérêt qu'il suscite.

Au-delà de ces questions « ponctuelles », nous allons entreprendre, à partir de la semaine prochaine, une vaste enquête destinée à répondre à la grande interrogation actuelle des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans la gauche : qu'est-ce que peut être le socialisme aujourd'hui dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale, comment définir la voie à suivre pour vaincre les obstacles qui ont empêché jusqu'ici, où que ce soit, d'allier la rupture avec la société capitaliste et le respect de la démocratie pluraliste ? Une enquête sérieuse, approfondie, peut-être « dérangeante », mais que « l'Unité » est seule à pouvoir mener à l'heure présente.

Retenez donc « l'Unité » du 13 octobre et préparez-vous à assurer à ce numéro exceptionnel la plus large diffusion.

L'« antisémitisme » de Rezvani

Dans l'« opinion » de Rezvani publiée dans le numéro 307 de votre journal, j'ai relevé avec effarement la phrase suivante : « Begin n'a eu qu'à lui tendre l'appareil (de téléphone), et Carter a juré fidélité au chah. »

C'est donc toujours ce bon vieux complot sioniste qui est à la base de tous les malheurs des peuples. Et qui donc a tendu l'appareil à Giscard d'Estaing ? M. de Rothschild peut-être ? Et qui donc l'a tendu à Hua Kuo-feng ? Un juif aux yeux bridés et au nez proéminent peut-être ?

M. Rezvani est-il sûr de ne pas traîner avec lui cette puanteur vieille de plus de vingt siècles qu'on appelle pudiquement dans l'univers du goulag l'antisionisme et qui n'est qu'un déguisement transparent de l'antisémitisme ?

On savait déjà qu'une partie de la presse de l'extrême gauche véhiculait avec complaisance ce genre de théories. Et voilà que j'ouvre « l'Unité » et subis le même choc ! Je ne pense pas qu'il fallait censurer M. Rezvani (je suis contre toute censure), mais une mise au point de la rédaction eût été utile. A moins qu'elle n'eût rien à y redire ?

Ne croyez pas que je sois insensible aux malheurs du peuple iranien.

Mais rouvrir les bruits concernant un complot sioniste qui sont répandus à Téhéran n'est pas la meilleure manière de l'aider.

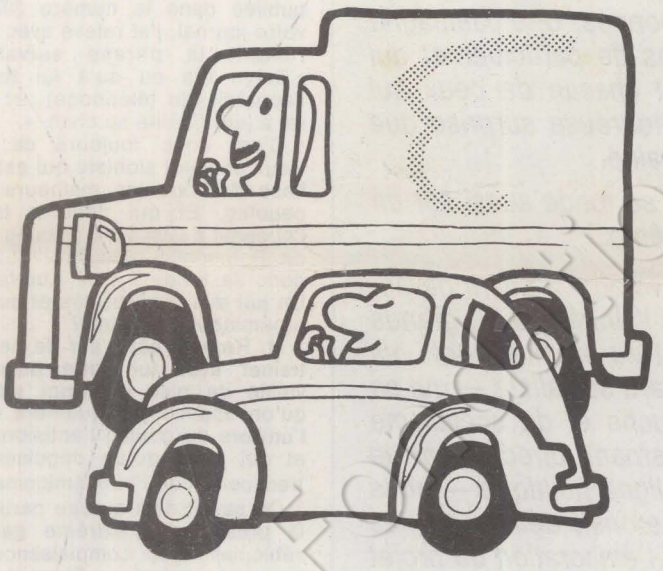
Des gens qui se servent de tels arguments ne sont pas des gens recommandables, et il n'est pas sûr que le peuple qui les subira y gagnera beaucoup au change.

(ANDRE BORZYKOWSKI
95170 Deuil-la-Barre)

• Rassurons notre correspondant : la phrase contenue dans l'« opinion » de Rezvani nous a choqués tout autant que lui et pour les mêmes raisons. Nous l'avons laissé passer parce que nous sommes, nous aussi, opposés à toute censure.

LOCATION DE VOITURES
sans chauffeur

ESCOROUTE
11, rue Forest - Paris 18e



• Location à la carte
• Forfait week end
• Forfait vacances

informez-vous
auprès de notre hôtesse
Mlle ANNICK
qui vous conseillera
Tél. 387.71.14

CSL

LE CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

5, rue Viollet-le-Duc, 75009 PARIS
Tél. : 878-29-64.

• Vous adresse, sur simple demande, SES SELECTIONS PERIODIQUES

• Vous propose un choix d'ouvrages de base pour vos bibliothèques de fédération et de section.
• Vous accorde des CONDITIONS SPECIALES pour tous vos achats de livres :
— remise de 20 % au magasin - 5, rue Viollet-le-Duc, Paris 9e - Mº : Pigalle ou Anvers.
— remise de 10 % et port gratuit pour 150 F d'achats.
• Fournit des dépôts aux fédérations et aux sections, pour leurs fêtes et réunions, avec reprise des invendus.

LE CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

5, rue Viollet-le-Duc, 75009 PARIS

Petites annonces

Formation : prochains séminaires

Deux nouveautés cette année pour les séminaires du P.s. (en week-end) organisés par le secrétariat national à la Formation : la suppression de la séance du vendredi après-midi, trop peu fréquentée, et une sérieuse amorce de décentralisation. A preuve les deux prochains séminaires :

— Meyzieu (Rhône), les 28 et 29 octobre. Le libéralisme sauvage : la politique économique actuelle, son contexte international et les propositions socialistes.

— Paris (F.i.a.p., rue Cabanis), les 28 et 29 octobre. Le fait associatif et l'intervention socialiste.

Inscriptions auprès de Paulette Nevoux, S.n. Formation, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, par l'intermédiaire du secrétaire fédéral à la Formation.

Cuisinière connaissant repassage et ménage cherche emploi de 8 h à 14 h (si possible quartier porte de Champerret).

Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Ville de Montgeron (25 000 habitants) recherche un directeur de services culturels, avancé en cycle Capase, ayant au moins cinq ans d'ancienneté dans l'action culturelle ; qualités exigées : bon gestionnaire ; capacité de diriger une équipe d'animateurs ; imagination et dynanisme.

Adresser dossier de candidature et curriculum vitae à M. le Maire, 91230 Montgeron.

Il ne sera pas répondu au téléphone.

Dessinateur, 32 ans, huit ans d'expérience en cartographie, maquette publicité, catalogue, audio-visuel, photo, cherche place stable à Paris ou en proche banlieue.

Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

---

7 ET 8 OCTOBRE

Organisée par la Fédération des Hautes-Pyrénées

FETE DU P.S.

Au Parc des Expositions, à Tarbes.

Manifestations sportives, gala pour les enfants, le chanteur occitan Patrick, spectacle folklorique portugais, veillée bigourdanne, etc.

Allocution politique de Pierre Mauroy

14 ET 15 OCTOBRE

Organisée par la section toulousaine du P.s.

FETE DE LA ROSE

au Parc des Expositions à Toulouse

Carrefours-Débats avec Claude Estier, Christiane Mora, Edwige Avice, René-Victor Pilhes, etc.

Partie artistique avec Nicolas Peyrac, Herbert Pagani, Francesca Solleville, Joan-Pau Verdier, etc.

Allocution politique de Pierre Mauroy

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire nº 52 325

Gabrielle Rolin

Chères
meurtrières



« Un essai qui a l'allégresse d'un roman. »
Félicien Marceau

« Une grâce vive, abondante, pleine de sel et de sens fait passer un peu de Molière dans l'écriture. »
Antoine Blondin

Stock

Coll. Fondation Jean-Jaurès



LEO FERRE

PATRICK ULLMANN

LA MEMOIRE ET LA MER

Dans cette plaie comme d'un trou
Grouillant de cris comme la vague
Quand les goélands sont jaloux
De l'architecte où s'extravaguent
Des maçons aux dents de velours
Et le ciment de leur salive
A te cimenter pour l'amour
Ton cul calculant la dérive

Mes souvenirs s'en vont par deux
Moi le terrien du Pacifique
Je suis métis de mes aveux
Je suis le silence en musique
Le parfum des mondes perdus
Le sourire de la comète
Sous le casque de ta vertu
Quand le coiffeur sèche ta tête

Muselle-moi si tu le peux
Toi dans ton ixe où le vacarme
Sonne le glas dans le milieu
Moi planté là avec mon arme
Tu es de tous les continents
Tu m'arrives comme la route
Où s'exténuent dix mille amants
Quand la pluie à ton cul s'égoutte

Il faut accepter de se noyer dans ce livre-dialogue où Léo Ferré et Patrick Ullmann se renvoient leurs images, leurs chants et leurs cris, sur le rythme profond des marées qu'ils célèbrent.
Paul Guimard, extrait de la préface.

éditions
henri berger
paris

Exposition des images originales de Patrick ULLMANN: Galerie Noire, 23 rue Sainte-Croix de la Bretonniére 75004 PARIS.

Fondation Jean-Jaurès